



ÉPISODE 01

Baromètre EY de l'attractivité de la France 2025

Nouveaux chocs, nouveaux défis pour la France et l'Europe

Mai 2025



The better the question.
The better the answer.
The better the world works.



Shape the future
with confidence



Sommaire

SYNTHÈSE & AVANT-PROPOS

5

C1

ATTRACTIVITÉ DE L'EUROPE

L'Europe face aux nouvelles réalités du monde

10

C2

ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

La France conserve son rang en 2024, mais l'investissement et l'emploi ralentissent nettement

15

C3

PRÉOCCUPATIONS

Industrie et services à valeur ajoutée au défi de la compétitivité européenne et de la concurrence américaine et asiatique

24

C4

RÉUSSITES

Plusieurs secteurs et activités d'avenir plébiscitent la France et ses territoires

33

C5

PERSPECTIVES

La confiance dans le contexte national et international pèse sur les intentions d'investissement en 2025

45

C6

PRIORITÉS

Les chocs actuels obligent la France et l'Europe à faire des choix forts si elles veulent continuer à compter sur l'échiquier mondial

49

ANNEXES

55

Le Baromètre EY de l'Attractivité de la France 2025 s'inscrit dans un contexte particulièrement complexe et fera l'objet de deux épisodes.

Notre enquête s'inscrit dans un contexte nouveau, évolutif et complexe. Le sondage mené en mars 2025 et l'analyse de milliers de données permettent d'en proposer quelques clés.

Le monde a-t-il profondément changé ces dernières semaines, avec des bouleversements géopolitiques et de nouvelles tensions commerciales modifiant le paysage mondial des investissements ? Assurément. Les flux d'investissements emprunteront-ils des voies différentes, à un rythme différent, depuis que le Président Trump a perturbé l'ordre mondial et ajouté plusieurs degrés d'incertitude ? Très certainement.

Le désaccord entre les États-Unis et l'Europe sur les questions de sécurité, couplé aux droits de douane sans précédent annoncés début avril, influenceront le niveau et la nature des investissements étrangers en France, en Europe et dans le monde. Les entreprises devront prendre en compte l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement et mettre en œuvre des stratégies d'atténuation des droits de douane afin de protéger leurs marges et leurs prix, comme elles l'ont fait par le passé et ont montré pouvoir anticiper en 2024.

Cependant, notre enquête menée auprès de 200 dirigeants d'entreprises en mars 2025 donne des indications très précieuses. Et les milliers de décisions d'investissement que nous avons recensées offrent des perspectives importantes sur la manière dont les investissements internationaux seront influencés par les dynamiques commerciales, mais aussi par les niveaux de productivité, les coûts énergétiques, les environnements réglementaires, les marchés du travail et les écosystèmes d'innovation. Environ 60 % de ces investissements sont réalisés par des entreprises européennes, principalement des PME et ETI, investissant dans des marchés de proximité et ils sont moins influencés par des considérations globales, plus axés sur la croissance régionale.

Cette étude constitue une ressource précieuse pour ceux qui cherchent à comprendre les dynamiques complexes façonnant le paysage européen des investissements et à identifier des opportunités de croissance et d'innovation en France. Avec un œil sur ce contexte évolutif mais aussi sur les faits rapportés par les dirigeants et 25 ans de données sur leurs investissements, nous proposerons des voies pour naviguer dans cette nouvelle période de changement accéléré, marquée par une incertitude politique et économique accrue.

Un baromètre, deux épisodes

15 MAI 2025 | ÉPISODE 1 : LE CLASSEMENT

- Comment l'Europe et la France s'en sortent-elles dans le contexte actuel ?
- Que sont devenus les projets mis en « stand-by » ces derniers mois ?
- Quels secteurs tirent leur épingle du jeu et où en est l'industrie ?
- Dans une Europe prise en tenaille, quel rôle peut jouer la France selon les dirigeants internationaux ?

17 JUIN 2025 | ÉPISODE 2 : LES PERSPECTIVES

- Comment reconstruire l'attractivité future de la France ?
- Quelles sont les priorités identifiées des dirigeants internationaux afin que la France maintienne sa position concurrentielle dans l'économie mondiale ?
- Comment contribuer à l'attractivité de l'Europe face au nouveau contexte mondial ?



L'étude s'appuie sur une analyse des investissements réalisés en 2024 et l'opinion des dirigeants internationaux interrogés en mars 2025.

Depuis plus de 20 ans, EY observe les flux et les mécanismes d'implantations internationales afin d'accompagner ses clients dans leurs projets de localisation et contribuer à l'élaboration des réformes qui encouragent l'investissement international. Chaque année, EY interroge plusieurs milliers de dirigeants d'entreprises étrangères, de toutes tailles et de tous secteurs, et recense leurs investissements partout en Europe.

1 Le recensement des projets d'investissement étranger annoncés en 2024, en France et dans 45 pays européens

Depuis 1997, le EY European Investment Monitor (EIM) recense les annonces d'implantation ou d'extension étrangères dans 45 pays européens, y compris en Turquie.

En France, selon l'INSEE, 18 800 entreprises sont sous contrôle étranger (1 %), emploient 2,3 millions de personnes et contribuent à 17 % du PIB, 22 % de la R&D privée et 35 % des exportations industrielles.

Les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données de l'EIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

Le recensement prend en compte les annonces publiques et fermes d'investissements porteurs de créations d'emplois et les vérifie.

Ces flux d'implantation et d'extension se situent dans une très grande variété d'activités et de secteurs, mais en excluant certains tels que les hôtels, les surfaces de vente ou de restauration,

dont la logique d'implantation relève de facteurs d'attractivité certes intéressants, mais structurellement différents des implantations industrielles, décisionnelles ou technologiques.

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets. Ainsi, celle de Business France intègre également les investissements de décarbonation, de digitalisation, de sauvegarde et de partenariats technologiques, y compris lorsqu'ils ne génèrent pas d'emplois. Par ailleurs, la base de données de Business France comprend, en plus des emplois créés, ceux qui ont été « maintenus » ainsi que les créations et les sauvegardes d'emplois projetées sur trois ans.

À l'inverse, le EY European Investment Monitor se concentre sur les données au démarrage des projets, et ce de la même manière dans tous les pays européens (44 en 2024).

2 L'enquête auprès d'un échantillon représentatif de 200 dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers

La perception et les attentes des investisseurs étrangers ont été recueillies au travers d'une enquête en ligne auprès de 200 décideurs internationaux du 20 février au 26 mars 2025.

Les dirigeants impliqués dans les décisions d'investissement étranger ont été interrogés dans 22 pays, en anglais, en français et en allemand.

La structure de l'échantillon est représentative des investissements internationaux, qu'il s'agisse de leur origine géographique (en grande partie issus de l'Union européenne), de leur origine sectorielle, ou de la taille des entreprises.

Synthèse

Les principaux résultats du
Baromètre EY de
l'Attractivité de la France
2025

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2025 | LA SYNTHÈSE (1/3)



L'EUROPE EN SOUFFRANCE

En déficit de compétitivité et confrontée à un environnement instable, l'Europe voit les investisseurs réduire leurs positions.

- Les investissements étrangers en Europe ont diminué pour la deuxième année consécutive et sont désormais à leur niveau le plus bas depuis neuf ans : **5 383 projets** ont été annoncés en Europe en 2024, soit une **baisse de 5 % par rapport à 2023**. Le nombre d'emplois créés par les IDE a diminué de 16 %.
- Dans le même temps, ils ont **progressé d'environ 20 % aux Etats-Unis**, les investisseurs étant attirés par les conditions du programme IRA et les « promesses » pro-business formulées par Donald Trump. Le nombre de projets annoncés par les investisseurs américains en Europe a diminué de 11 % par rapport à 2023 et de **46 % par rapport à 2021**.
- Dans notre enquête de mars 2025, les **tensions géopolitiques** sont perçues comme le principal risque pour l'attractivité européenne (35 %), devant le **contexte macroéconomique** (34 %) et les **barrières commerciales** (30 %). Nul doute que ce sujet a pris de l'intensité depuis l'accentuation de la guerre commerciale avec l'augmentation des droits de douane et ses implications sur la croissance et l'investissement, en Europe et ailleurs.
- Au-delà de ces crises - en écho aux récents rapports Draghi et Letta - les dirigeants internationaux invitent l'Europe à répondre aux enjeux structurels de la **compétitivité** (25 %), de l'**innovation** en comparaison avec les Etats-Unis et la Chine (24 %) et de l'adaptation des **compétences** aux enjeux de demain (23 %).



SUCCÈS MESURÉ POUR LA FRANCE

Bien que l'investissement et l'emploi ralentissent nettement, la France conserve son rang en 2024.

- La France reste, **pour la 6^e année consécutive**, le pays où se sont réalisés le plus grand nombre d'investissements internationaux en 2024, performance atténuée par son 3^e rang en nombre d'emplois.
- Le **nombre de projets** d'implantation et d'extension étrangers en France a **reculé de 14 % en 2024**. Ses deux principaux concurrents, le Royaume-Uni et l'Allemagne, s'inscrivent dans la même tendance.
- Les **créations de postes** générées par ces projets ont fortement diminué (-27 %) entre 2023 et 2024, ce qui est indicatif de la prudence, des coûts et des délais relatifs aux implantations, enjeux déjà relevés dans nos précédents baromètres.
- Selon notre enquête auprès de 200 dirigeants, interrogés en mars 2025, les **atouts** de la France (taille du marché, innovation, compétences, infrastructures et qualité de vie) se heurtent aux **impératifs** du court terme (rentabilité, stabilité, énergie et moyens disponibles pour la transition écologique).
- Dans le reste de l'Europe, l'augmentation très forte des projets dans les **pays du Sud (notamment en Espagne)** et la stabilité des investissements en Europe centrale contrastent avec le ralentissement général des pays d'Europe de l'Ouest.

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2025 | LA SYNTHÈSE (2/3)



PRÉOCCUPATIONS MAJEURES

Industrie et services à valeur ajoutée au défi de la compétitivité européenne et de la concurrence américaine et asiatique

- Sur le plan industriel, la France conserve la 1^{re} place européenne en 2024 pour le nombre d'implantations et extensions d'usines, mais les projets y sont **moins créateurs d'emplois** et moins régénérateurs qu'ailleurs en Europe.
- Aux yeux des investisseurs étrangers, l'attractivité industrielle souffre des **coûts salariaux**, mais aussi d'un manque de **foncier**, de **compétitivité énergétique**, de **robotisation**, d'**innovation** et d'**agilité**. A ces irritants s'ajoute la faiblesse de la **croissance** tricolore, marquée par une consommation des ménages en berne.
- Certaines industries historiques, comme celles de **la chimie** ou de **l'automobile**, marquent le pas, avec un solde ouvertures + extensions / fermetures + restructurations redevenu négatif pour la première fois depuis la crise COVID.
- Dans **l'industrie pharmaceutique**, après une forte période d'investissements, la courbe des projets revient au niveau d'avant-Covid et la concurrence européenne est intense.
- Hors industrie, la France peine encore à rivaliser avec le Royaume-Uni dans la compétition pour les **centres de décision** et, dans les **activités financières**, Paris reste distancée par son homologue britannique.



RÉUSSITES ET POTENTIELS

Certains secteurs stratégiques (énergie, IA, agro-alimentaire) plébiscitent le site France et ses territoires.

- Dans le secteur de **l'énergie**, 70 entreprises étrangères ont fait le choix de la France en 2024 et certaines d'entre elles contribuent à la transition énergétique de l'Hexagone.
- Dans **l'intelligence artificielle**, sans attendre les annonces dévoilées lors du Sommet sur l'IA organisé à Paris en février - 109 milliards d'euros devraient irriguer ce secteur d'avenir - la France se positionne aujourd'hui comme un pôle d'attraction majeur en Europe pour les investissements étrangers.
- L'Hexagone reste central dans les plans de croissance des entreprises internationales de **l'agro-alimentaire**, malgré la dynamique de consommation et les relations complexes avec la distribution.
- Le nombre de projets dans les **centres de R&D** dans l'Hexagone reculent (-15 %), mais la France se maintient en tête du classement européen, alors que le Royaume-Uni en fait un enjeu de son propre redressement.
- Les entreprises étrangères s'implantent **partout en France (75 % hors d'Île-de-France)**, preuve que l'offre territoriale séduit au-delà des grandes métropoles et de leurs agglomérations.

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2025 | LA SYNTHÈSE (3/3)



LA CROISÉE DES CHEMINS

Les chocs actuels (politiques, diplomatiques, commerciaux, technologiques...) obligent la France et l'Europe à faire des choix forts si elles veulent continuer à compter sur l'échiquier mondial.

Pourquoi agir est urgent

- Confrontée à une instabilité politique et budgétaire qu'elle n'avait pas connue depuis longtemps, la France a subi un **début de défiance en 2024**. Mêmes causes, mêmes effets, cette « instabilité » a également touché d'autres pays européens, à commencer par l'Allemagne et le Royaume-Uni. Cette situation peut-elle durer ?
- La tendance d'investissement est clairement négative avec deux années de baisse consécutive et des projets faibles en emplois. De surcroît, la **remise en cause de l'ordre multilatéral** et le **repli stratégique des Etats-Unis** offrent des perspectives au mieux limitées, sans doute chaotiques.
- Le diagnostic 2025 des dirigeants est clair et s'intensifie : **coût du travail et stabilité, politique énergétique et environnementale, accès au financement et marché de capitaux, complexité réglementaire et compétitivité fiscale** sont les principaux freins à la reprise d'investissements plus volumineux.

Les raisons d'y croire

- Selon notre enquête de mars 2025, **la situation s'est en partie améliorée depuis l'été et l'automne 2024** : certaines entreprises étrangères ont finalement concrétisé les plans d'investissement en France qu'elles avaient, lors de notre sondage d'octobre 2024, prévu de réduire voire de reporter.
- S'ils fléchissent, les dirigeants n'abandonnent pas et pourraient augmenter leur présence en **France, 2^e économie de la 2^e région économique mondiale**. En dépit de sa taille, somme toute limitée, la France a su saisir la balle au bond dans des secteurs d'avenir (IA, énergie décarbonée, logiciel, aéronautique, défense...) dans lesquels elle dispose des **champions mondiaux**, des **talents humains** et des ressources qui lui offrent certaines garanties en matière de souveraineté. Un avantage précieux pour ses partenaires européens.

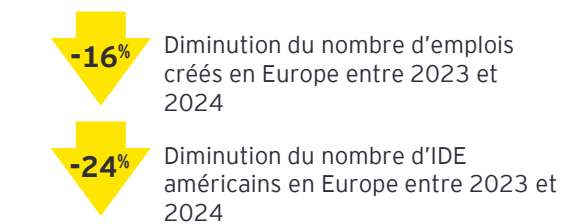
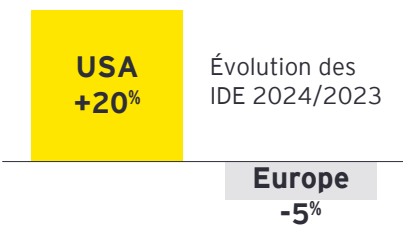
- Ce sont les raisons pour lesquelles, **à 3 ans, les dirigeants restent relativement confiants** si la France et l'Europe apportent des réponses immédiates sur leur compétitivité et leur souveraineté, tout en gardant le cap de l'innovation, du soutien à l'entrepreneuriat et de l'investissement dans les infrastructures.
- Un bémol est à souligner : l'absence de **perspectives économiques** résolument positives et le **durcissement du climat international** pourraient à nouveau peser sur la taille de leurs investissements.

Les questions posées à la France et à l'Europe

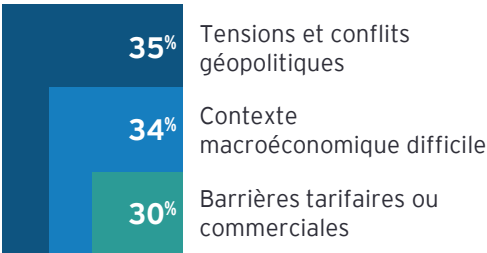
- Si la France a des atouts, ses capacités de rebond (croissance atone, finances publiques dégradées, capacité d'investissement et non d'épargne...) sont fragiles. Les parties prenantes (exécutif, législatif, partenaires sociaux, citoyens...) sont-elles prêtes au **compromis pour sortir par le haut** de la situation actuelle ?
- Sur le plan européen, **certaines secteurs sont soit menacés** (citons l'automobile, la robotique, la chimie...), soit totalement **absents de la compétition mondiale** (« big tech », semi-conducteurs, grandes plateformes digitales...). La France peut-elle rebâtir, seule ou avec ses partenaires européens, par exemple dans le secteur de la sécurité et de la défense, une autonomie digne de ce nom, autonomie sans laquelle l'avenir de notre économie, de nos économies européennes serait extrêmement fragile ?
- **Face aux grands blocs, l'Europe** ne peut plus agir en ordre dispersé. Existe-t-il une volonté politique assez forte ? La guerre commerciale déclenchée par les Etats-Unis n'est-elle pas de ce point de vue le test ultime de la capacité de l'Europe à agir et à gagner ensemble ?

Les chiffres-clés du Baromètre de l'Attractivité de la France 2025

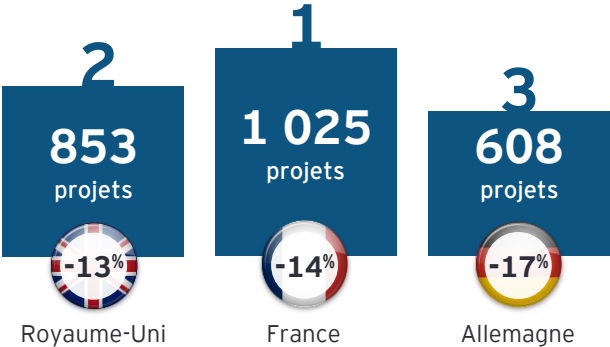
EUROPE



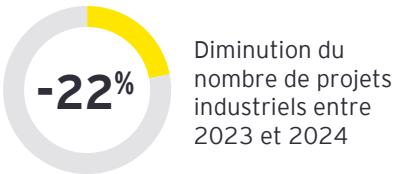
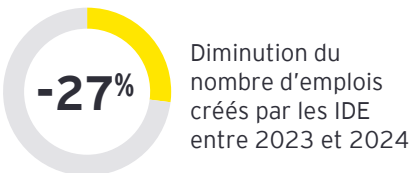
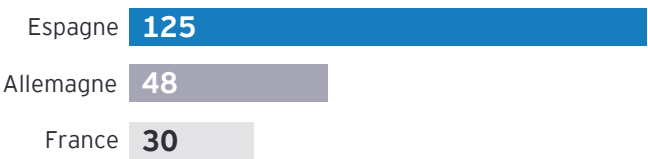
Les principaux risques identifiés par les dirigeants pour l'attractivité de l'Europe



FRANCE



Nombre d'emplois par projet en 2024



Principaux secteurs en baisse

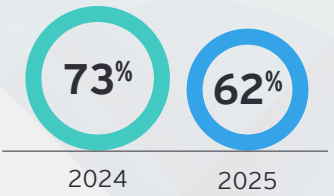
- Chimie
- Automobile
- Pharmaceutique

- Énergie
- Intelligence artificielle
- Agro-alimentaire

Principaux secteurs en progression

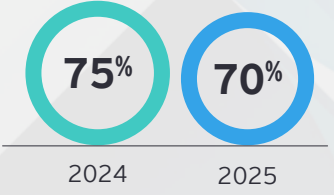
PERSPECTIVES

Prévisions d'investissements en 2025



- Contexte macro-économique difficile
- Durcissement du climat international
- Manque de visibilité sur les arbitrages fiscaux et budgétaires

Part des dirigeants estimant que l'attractivité de la France va s'améliorer au cours des 3 prochaines années



5 Priorités en Europe		5 Priorités en France
Indépendance énergétique	1	Fiscalité
Soutien aux PME & ETI	2	Industries stratégiques
Industries stratégiques	3	Innovation & soutien PME
Guerre commerciale	4	Infrastructures
Infrastructures	5	Dette

Attractivité de l'Europe

En déficit de compétitivité et confrontée à un environnement chaotique, l'Europe voit ses investisseurs réduire considérablement leurs positions.

1 2 3 4 5 6

En 2024, les 45 pays européens observés par EY ont accueilli moins de projets et moins d'emplois.

En 2024, l'Europe a enregistré 5 383 projets d'investissements étrangers, soit une baisse de 5 % des implantations et extensions internationales par rapport à 2023. L'absence de croissance économique et la persistance des crises ont un impact encore plus fort sur l'emploi : en 2024, les projets d'IDE n'ont généré « que » 269 740 emplois, soit 16 % de moins que l'année précédente.

Faible croissance économique en Europe
+0,7 % en zone euro vs. +2,8 % aux Etats-Unis et +5 % en Chine

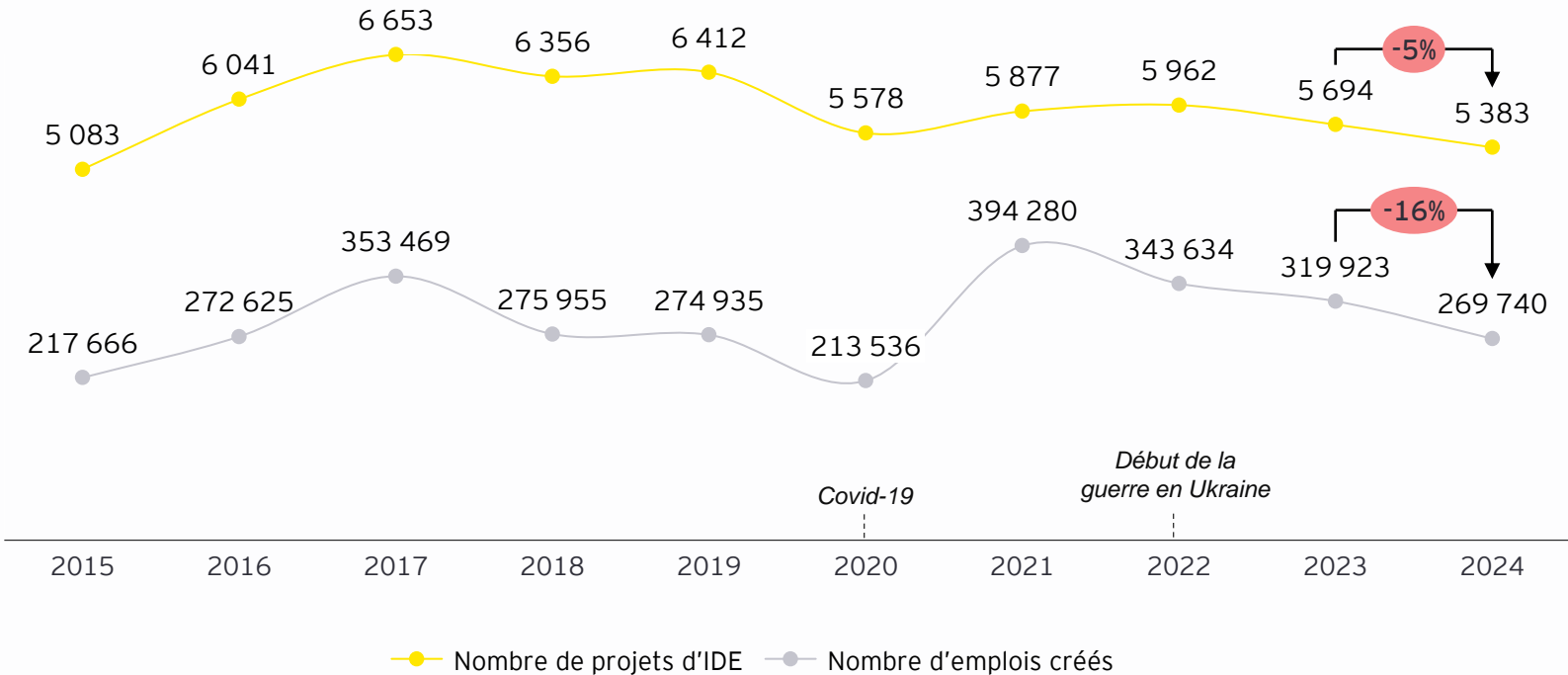
Incertitudes entourant la compétitivité européenne et la capacité de l'Europe à surmonter les crises

Dynamisme industriel et technologique des Etats-Unis
Coût de l'énergie, incitations fiscales, politique commerciale agressive, etc.

Anticipation de la fin du multilatéralisme et d'une réorientation de la politique commerciale des Etats-Unis



Nombre de projets d'investissements étrangers annoncés en Europe (UE27 + 18 autres pays de l'espace européen) entre 2015 et 2024 et nombre d'emplois créés

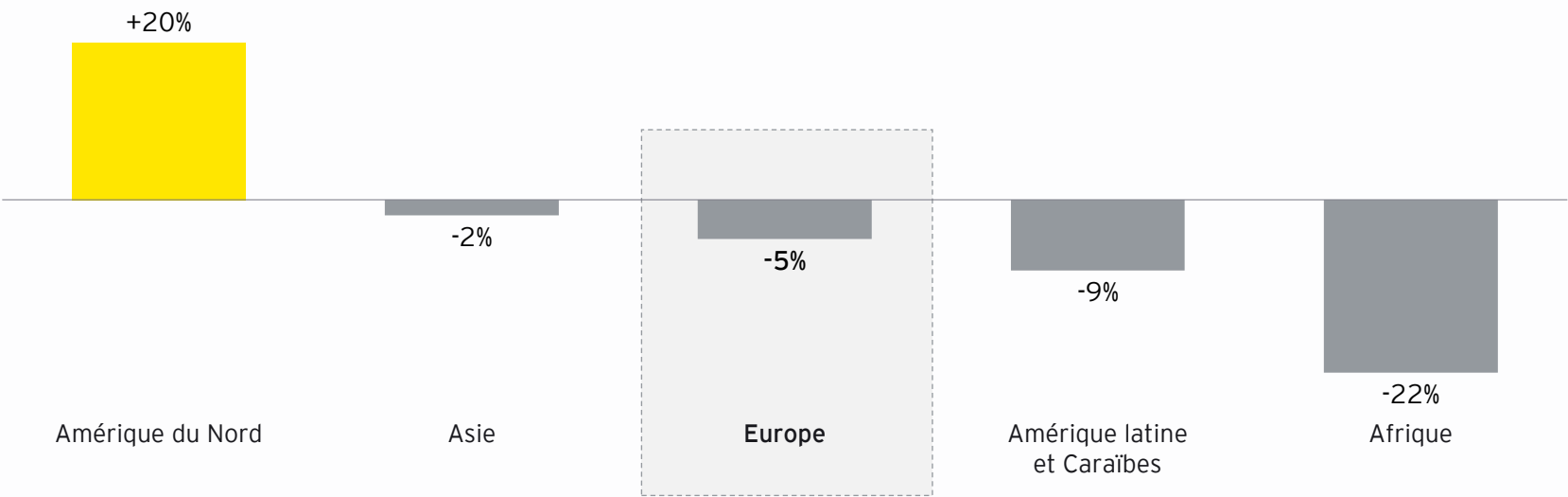


Source : EY European Investment Monitor 2025

La chute des investissements en Europe en 2024 contraste fortement avec la dynamique observée en Amérique du Nord.

En Amérique du Nord, la CNUCED observe une hausse de 20 % des projets *greenfield*, portée principalement par les États-Unis. Cette dynamique s'explique sans doute par les effets du *Inflation Reduction Act* et du *Chips Act*, avec d'importants investissements dans les semi-conducteurs, les équipements industriels, les composants électroniques, les énergies renouvelables, ainsi que dans l'aéronautique. Les investissements étrangers sont également en recul en Asie, mais cette baisse reste modérée, limitée à 2 %, grâce notamment à la solide performance de l'Inde. Le pays attire des niveaux d'investissement significatifs dans l'industrie, en particulier dans les semi-conducteurs et les métaux de base. Le contraste avec la diminution significative des projets recensés en Europe (-5% selon l'analyse du EY European Investment Monitor, plus précise que celle de la CNUCED) est d'autant plus marqué cette année.

Evolution du nombre de projets d'investissement étrangers *greenfield* dans plusieurs régions du monde entre 2023 et 2024



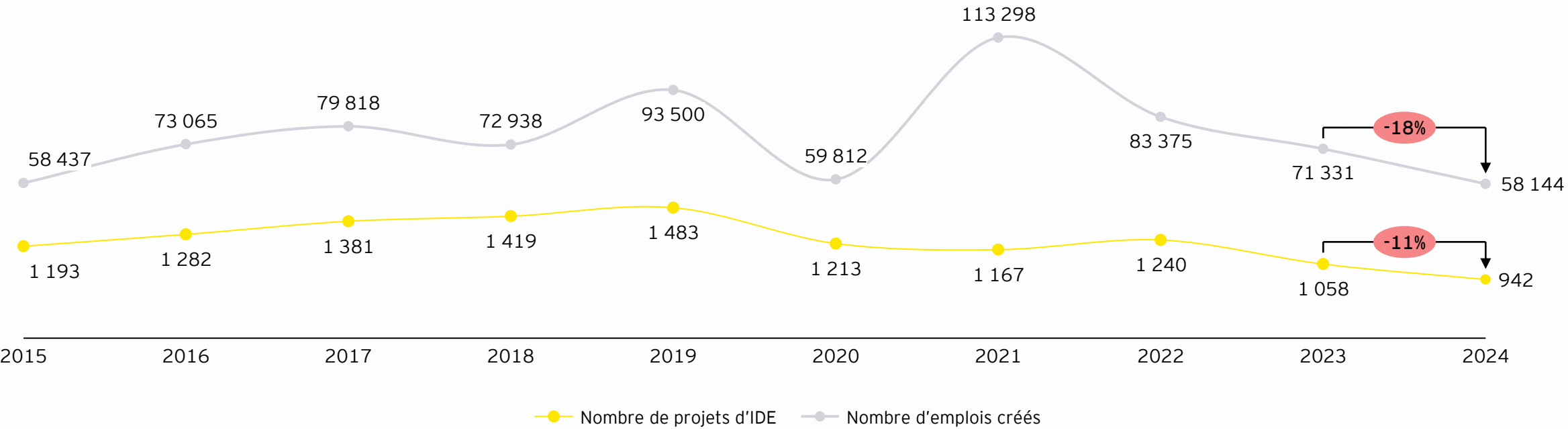
Note : des méthodologies différentes de celles du *EY European Investment Monitor* peuvent être utilisées pour le recensement des projets d'investissements internationaux. Ainsi, celle de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ne prend pas en compte les projets d'extensions de sites et intègre les investissements effectués dans les hôtels, restaurants et surfaces de vente, dans la mesure où ils génèrent de l'emploi.

Sources : EY European Investment Monitor 2025, Global Investment Trends Monitor #48, CNUCED (Janvier 2025)

Une des raisons de cette contraction européenne est que les **investisseurs américains** y ont été beaucoup moins actifs, alors qu'ils y pèsent environ 25 % des emplois et des projets depuis 10 ans.

En 2024, 942 entreprises américaines ont fait le choix d'investir en Europe, soit le plus bas niveau enregistré depuis plus de dix ans. Cette contraction des investissements (-11 % vs. 2023) illustre aussi bien la prudence accrue des groupes américains vis-à-vis du Vieux Continent que la capacité croissante de l'économie américaine à retenir ses propres investisseurs.

Nombre de projets d'investissements en Europe portés par des entreprises américaines, entre 2015 et 2024, et nombre d'emplois créés

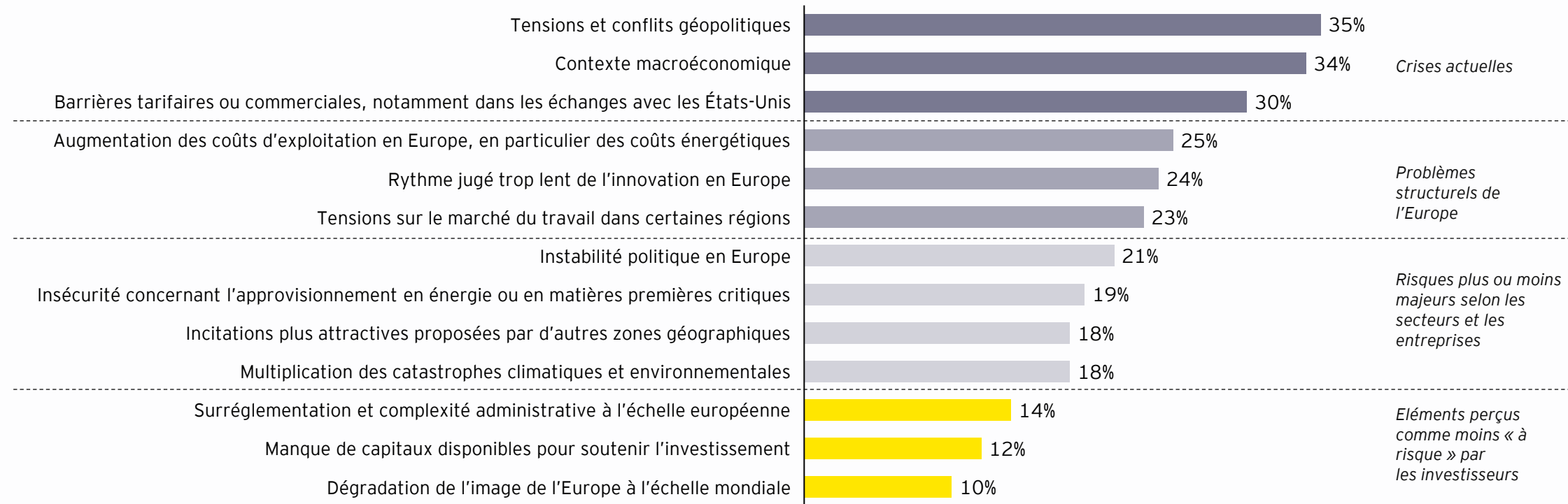


Source : EY European Investment Monitor 2025

Selon notre enquête de 2025, l'Europe ne parvient pas à rassurer les investisseurs quant à sa capacité à surmonter les crises et à proposer des solutions nouvelles.

Aux yeux des investisseurs, l'Europe doit avant tout rassurer sur sa capacité à affronter collectivement les crises. Les tensions géopolitiques sont perçues comme le principal risque pour son attractivité (35 %), devant le contexte macroéconomique (34 %) et les barrières commerciales (30 %). Au-delà de ces crises - en écho aux récents rapports Draghi et Letta - les dirigeants internationaux invitent également l'Europe à répondre aux enjeux structurels auxquels elle fait face : déficit de compétitivité (25 %), moindre capacité à innover en comparaison avec les Etats-Unis et la Chine (24 %), pénurie de main d'œuvre qualifiée et formée aux enjeux de demain (23 %).

Quels sont les trois principaux risques pour l'attractivité de l'Europe au cours des trois prochaines années ?



Source : enquête auprès de 500 dirigeants internationaux (janvier - février 2025)

Attractivité de la France

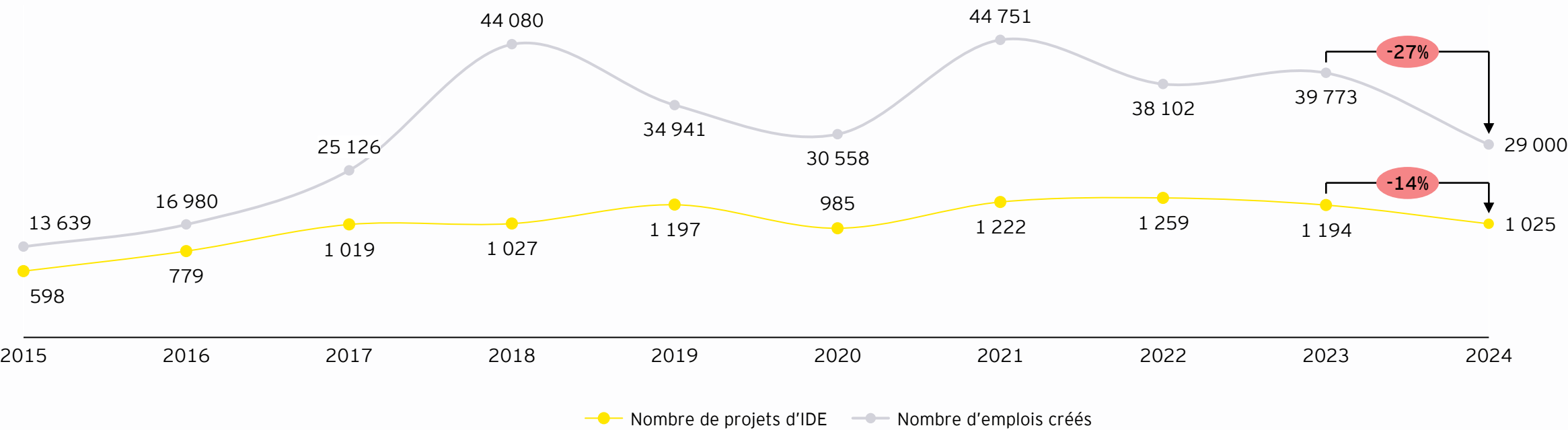
La France conserve son rang en 2024,
mais l'investissement et l'emploi ralentissent nettement.



En 2024, les projets et les créations de postes générées par les IDE en France ont chuté sous l'effet d'une prudence accrue face au contexte, mais aussi en raison des interrogations persistantes sur notre compétitivité et notre stabilité.

Dans une Europe à la peine, en panne de croissance et heurtée par les chocs, le nombre d'implantations et d'extensions étrangères en France recule de 14 % par rapport à 2023. L'impact sur l'emploi est encore plus significatif : en 2024, les créations de postes générées par les IDE ont chuté de 27 %. Si la conjoncture européenne a pesé sur les investissements internationaux dans l'Hexagone, la destination France a également souffert des interrogations persistantes sur sa compétitivité, ainsi que des incertitudes budgétaires et fiscales liées à l'instabilité politique.

Nombre de projets d'investissements étrangers annoncés en France entre 2015 et 2024 et nombre d'emplois créés

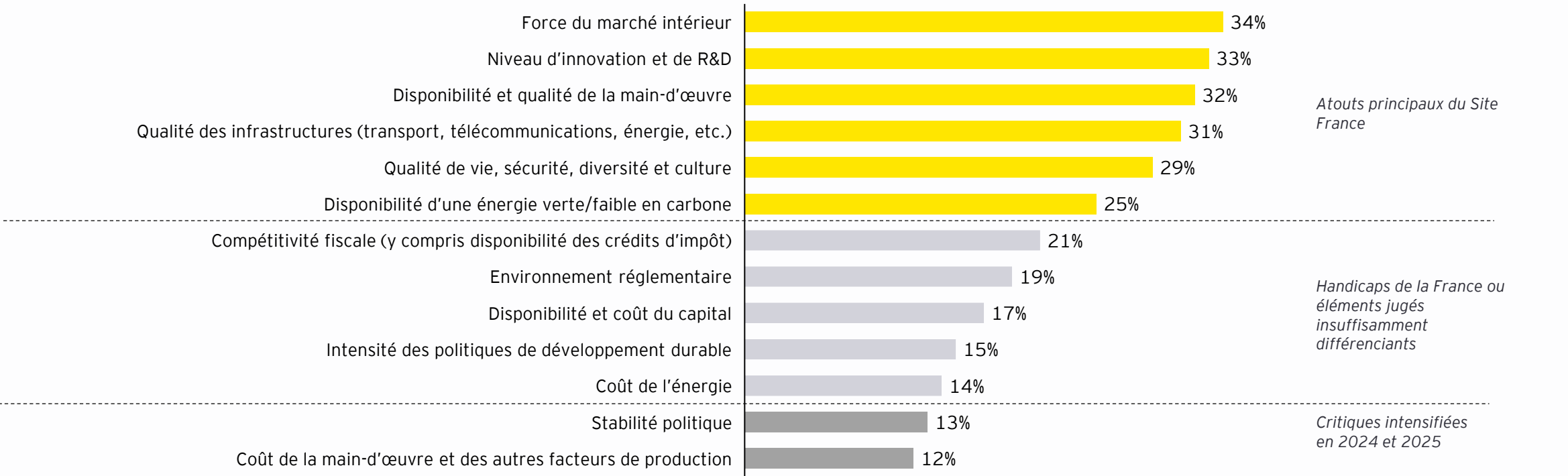


Source : EY European Investment Monitor 2025

Selon notre sondage de mars 2025, les **atouts** de la France (taille du marché, innovation, compétences, infrastructures) ont été reconnus, mais se sont heurtés aux **critiques** sur les enjeux de court terme (rentabilité, stabilité, énergie et moyens disponibles pour la transition écologique).

La France conserve de nombreux points forts aux yeux des investisseurs étrangers, qu'elle séduit pour son potentiel d'innovation, le niveau de qualification de sa main d'œuvre et la qualité de ses infrastructures. La force du marché intérieur hexagonal et la qualité de vie en France sont également des atouts que les dirigeants internationaux apprécient particulièrement. De l'autre côté du spectre, les investisseurs interrogés formulent de vifs reproches à l'égard de la stabilité politique (13 % la mentionnent comment un atout) et du coût du travail (12 %). Plus surprenant, alors que la France dispose d'une énergie parmi les plus compétitives en Europe, seuls 14 % d'entre eux estiment que le coût de l'énergie est un atout différenciant de notre attractivité.

Parmi les propositions suivantes, quels sont les principaux atouts de la France par rapport aux autres pays ?

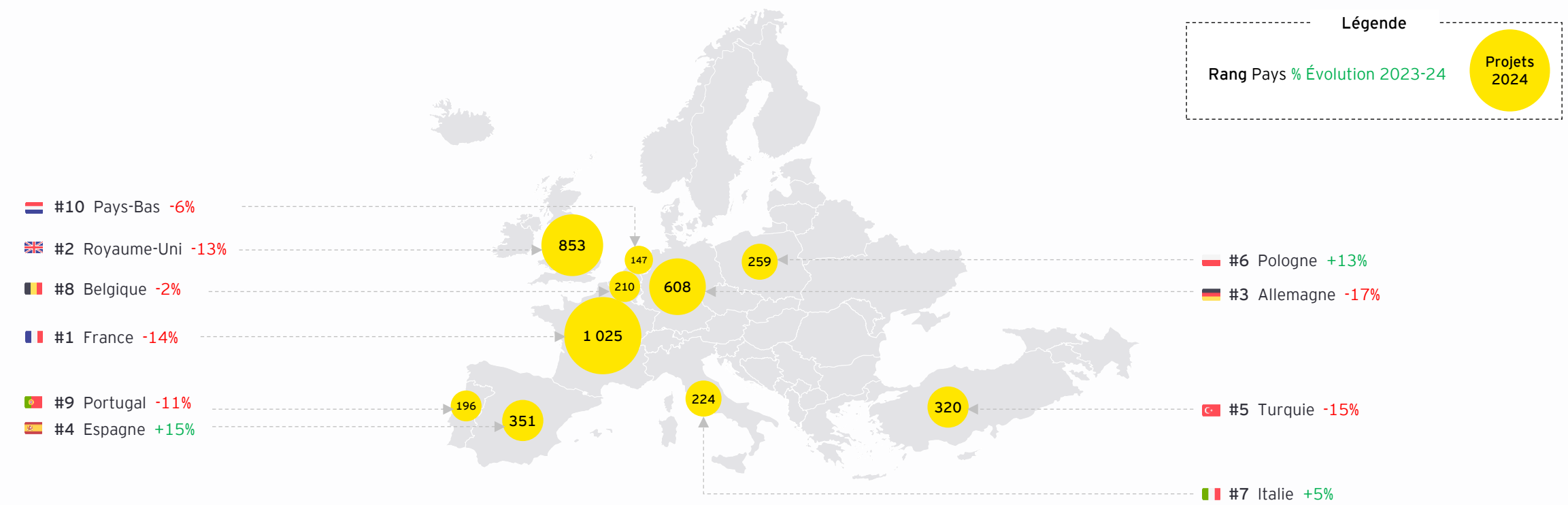


Source : Enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025)

Cependant, la France reste – pour la 6^e année consécutive – le pays d'Europe où se sont réalisés le plus d'investissements internationaux, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Malgré le repli des investissements étrangers, la France conserve en 2024 sa position de leader en Europe, avec 1 025 projets recensés, devant le Royaume-Uni (853 projets) et l'Allemagne (608).

Principaux pays d'accueil des investissements étrangers en Europe en 2024, en nombre de projets

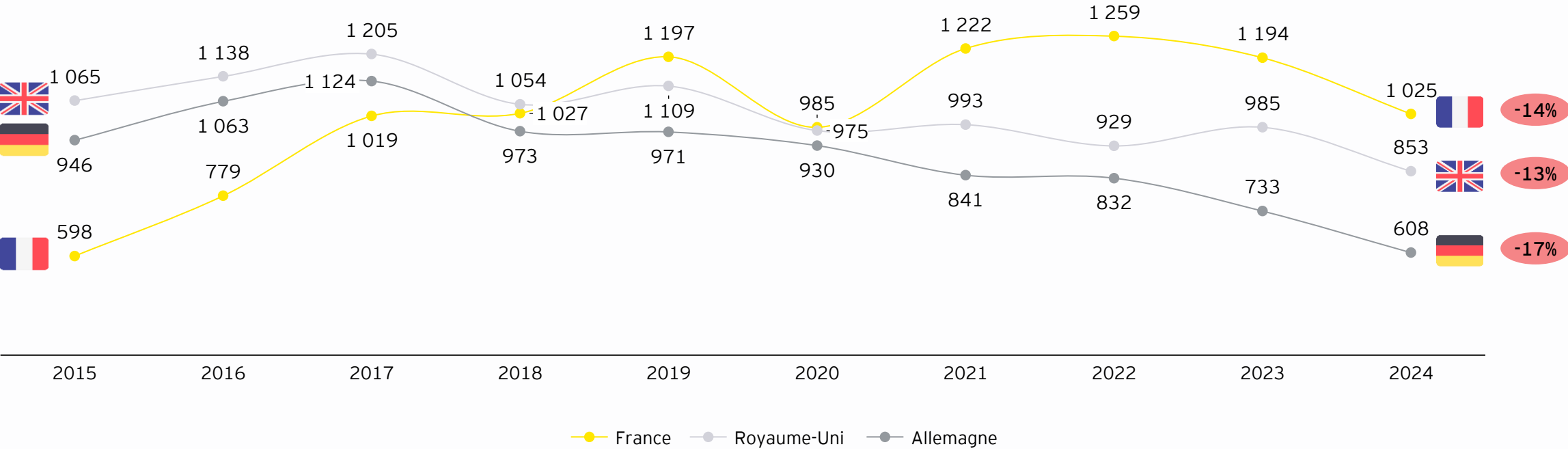


Source : EY European Investment Monitor 2025

Les **trois principales destinations européennes** voient néanmoins le nombre d'investissements étrangers chuter dans les mêmes proportions, chaque pays ayant connu son lot de changements politiques.

En 2024, les trois principales économies européennes concentrent encore près de 50 % des investissements étrangers en Europe. Toutefois, à l'image de l'Hexagone (-14 % vs. 2023), face à des difficultés économiques et à des contextes politiques complexes (convocation d'élections anticipées outre-Manche, rupture de la coalition tricolore outre-Rhin, etc.), le Royaume-Uni et l'Allemagne enregistrent une baisse marquée des investissements, respectivement de -13 % et de -17 % par rapport à 2023.

Nombre de projets d'investissements étrangers annoncés en France, au Royaume-Uni et en Allemagne entre 2015 et 2024



Source : EY European Investment Monitor 2025



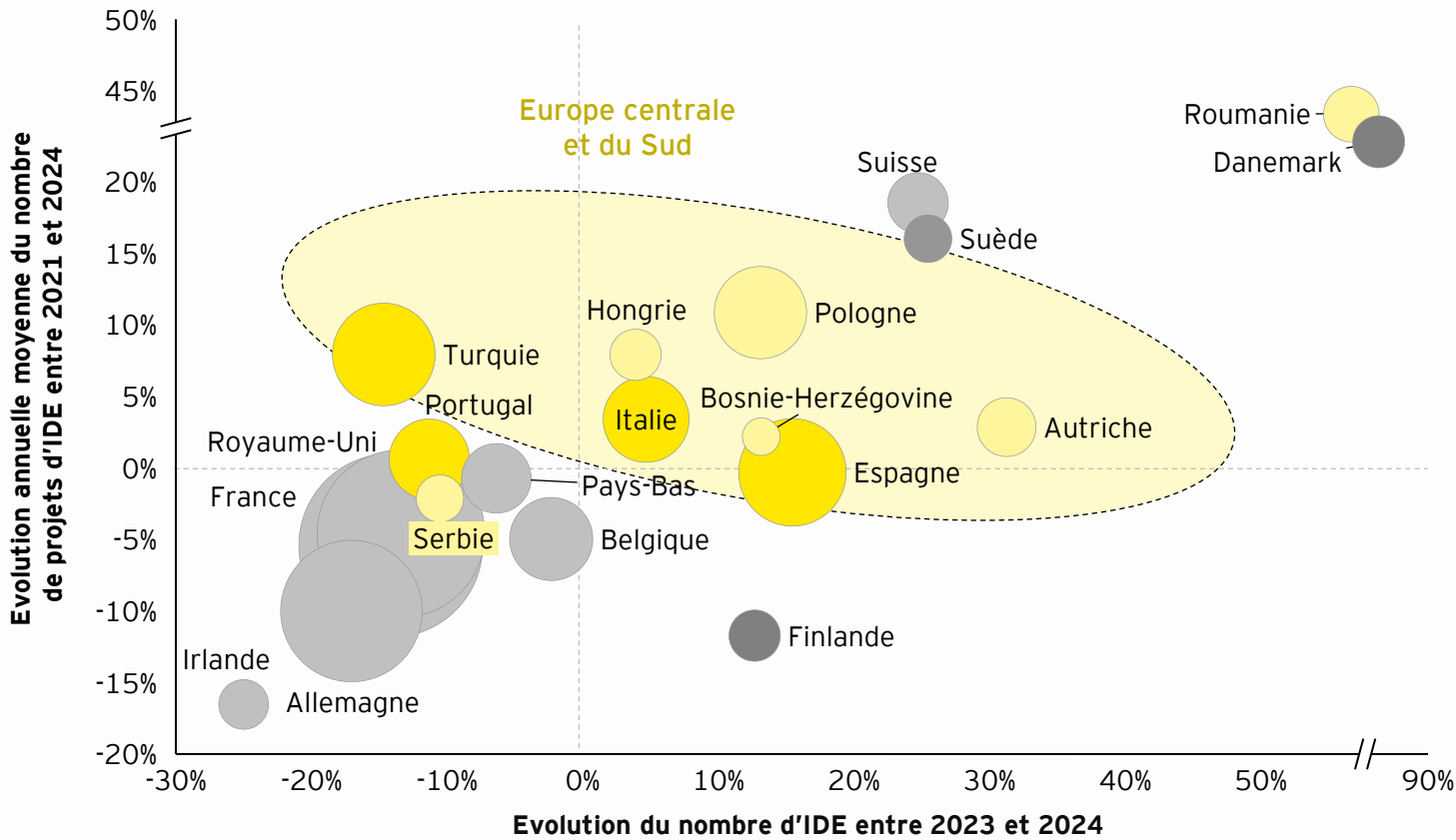
Ailleurs, les **pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale** ressortent positivement, notamment l'Espagne, la Pologne et l'Italie.

Dans la continuité des tendances observées ces dernières années, les pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale font preuve d'une résilience marquée, voire d'une dynamique franchement positive.

En 2024, l'**Espagne**, la **Pologne** et l'**Italie** se sont particulièrement illustrées, avec une hausse des investissements directs étrangers de 15 %, 13 % et 5 % respectivement. Ces trois pays ont su mettre en place des stratégies attractives pour accueillir des projets intenses en emplois, en s'appuyant notamment sur la disponibilité de foncier, la réduction des délais administratifs, et un environnement plus réactif. Ils continuent par ailleurs de bénéficier d'un avantage structurel en matière de coûts, ainsi que du soutien des fonds européens pour cofinancer certaines infrastructures clés.



Evolution du nombre de projets d'IDE, principaux pays d'accueil uniquement



Note : La taille des cercles est proportionnelle au nombre de projets d'IDE. La couleur des cercles correspond à la géographie européenne (gris foncé pour Europe du Nord, gris clair pour Europe de l'Ouest, jaune pâle pour Europe centrale ou de l'Est et jaune foncé pour Europe du Sud).

Source : EY European Investment Monitor 2025

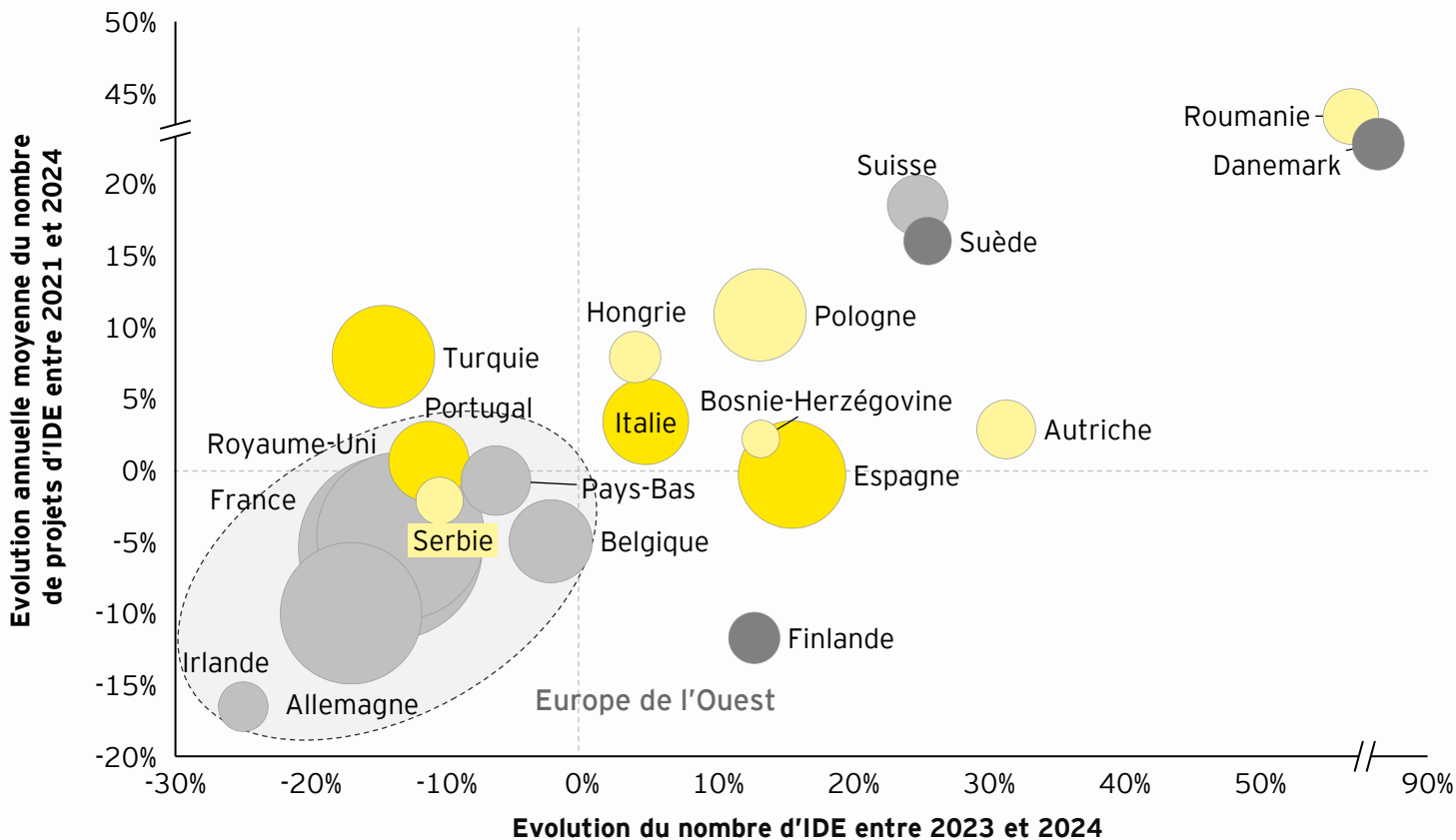
Les performances récentes des pays d'Europe de l'Ouest sont décevantes, alors que les pays nordiques résistent mieux.

Si les trois principales économies européennes voient le nombre de nouveaux projets chuter significativement en 2024, le recul des investissements est encore plus marqué en Irlande (-25 % vs. 2023). Le pays souffre toujours de la réorganisation des activités servicielles, au même titre que les Pays-Bas (-6 %) et la Belgique (-2 %), et s'avère profondément affecté par la moindre activité des investisseurs américains en Europe.

La dynamique au sein de ces trois pays contraste fortement avec celle du Danemark (+86 %) et de la Suède (+25 %), où les investissements étrangers, bien que moins nombreux, affichent une progression continue depuis 2021. Cette croissance est portée par l'ouverture de nouveaux bureaux commerciaux et centres technologiques. Les investisseurs perçoivent ces deux économies comme stables, diversifiées, orientées vers l'export et l'innovation. Ils y trouvent également un vivier de talents qualifiés, malgré des tensions persistantes sur le marché du travail.



Evolution du nombre de projets d'IDE, principaux pays d'accueil uniquement



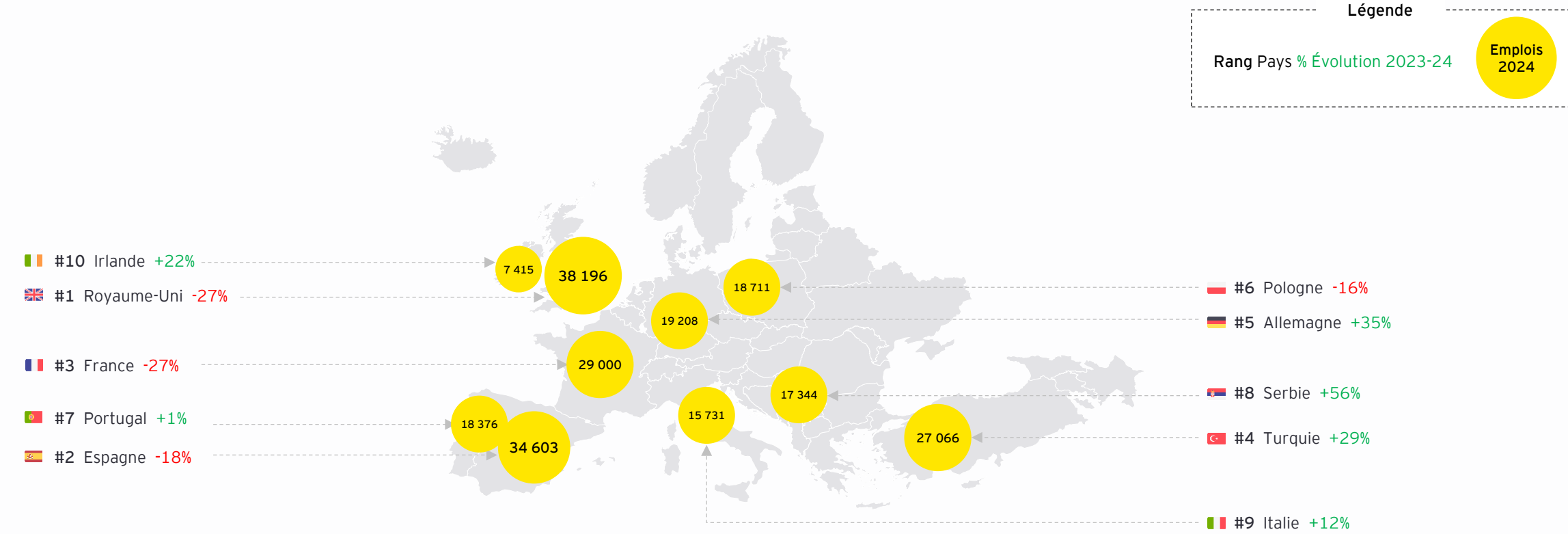
Note : La taille des cercles est proportionnelle au nombre de projets d'IDE. La couleur des cercles correspond à la géographie européenne (gris foncé pour Europe du Nord, gris clair pour Europe de l'Ouest, jaune pâle pour Europe centrale ou de l'Est et jaune foncé pour Europe du Sud).

Source : EY European Investment Monitor 2025

La France ne décroche que la 3^e place en nombre d'emplois créés, derrière le Royaume-Uni et l'Espagne.

Si la France conserve sa place sur le podium européen, avec 29 000 emplois créés, elle reste devancée par le Royaume-Uni et l'Espagne, où les investissements étrangers ont généré respectivement 38 196 et 34 603 emplois sur la même période.

Principaux pays d'accueil des investissements étrangers en Europe en 2024, en nombre d'emplois créés



Note : Le nombre d'emplois a été calculé en comptabilisant seulement les projets où le nombre d'emplois était renseigné (93% des projets en France).

Source : EY European Investment Monitor 2025

En comparaison avec nos voisins européens, les investissements étrangers créent moins d'emplois dans l'Hexagone et la **corrélation avec le coût du travail** et la flexibilité de l'emploi est probable.

La création d'emplois en France se heurte encore au coût de la main d'œuvre, qui est parmi les plus élevés en Europe. Cette corrélation très directe indique que c'est le premier motif de la faiblesse française. Cet indicateur n'évolue pas depuis quelques années et devient un des points les plus critiques de notre baromètre, particulièrement dans un contexte de marges érodées dans l'industrie et dans les services aux entreprises.

Par ailleurs, notre droit du travail inspire toujours de la défiance lorsqu'il s'agit d'envisager les aléas dans le temps et les éventuelles procédures collectives. S'il a évolué favorablement depuis les ordonnances de 2017, les dirigeants d'entreprises en France et les observateurs internationaux continuent de se méfier de notre climat social, de la complexité des procédures et de la difficulté à mener des réorganisations ou, a fortiori, des restructurations.

Conséquence de cette double donnée fondamentale, en France, les investisseurs étrangers procèdent très majoritairement par extension, et ce beaucoup plus qu'ailleurs en Europe (63 % vs. 36 % en moyenne). A cela s'ajoute, dans l'industrie et la logistique, la difficulté face aux délais, à l'acceptabilité des projets dans certains territoires, au mille-feuille territorial et réglementaire de la France.



Corrélation entre les emplois créés par les IDE en 2024 et le coût du travail (parmi les dix principaux pays d'accueil des IDE en Europe)

#	Pays	Nombre moyen d'emplois créés en 2024	Coût de l'heure du travail dans l'industrie et les services marchands en 2024
1	Portugal	160	17,79€
2	Espagne	125	25,88€
3	Pologne	102	17,06€
4	Turquie	89	n.d.
5	Italie	85	30,57€
6	Royaume-Uni	48	28,59€*
6	Allemagne	48	44,16€
8	Belgique	31	48,60€
9	France	30	44,37€
10	Pays-Bas	15	44,49€

* Pour le Royaume-Uni, les données sur le coût de l'heure du travail sont datées de 2023.

Sources : EY European Investment Monitor 2025, Rexecode

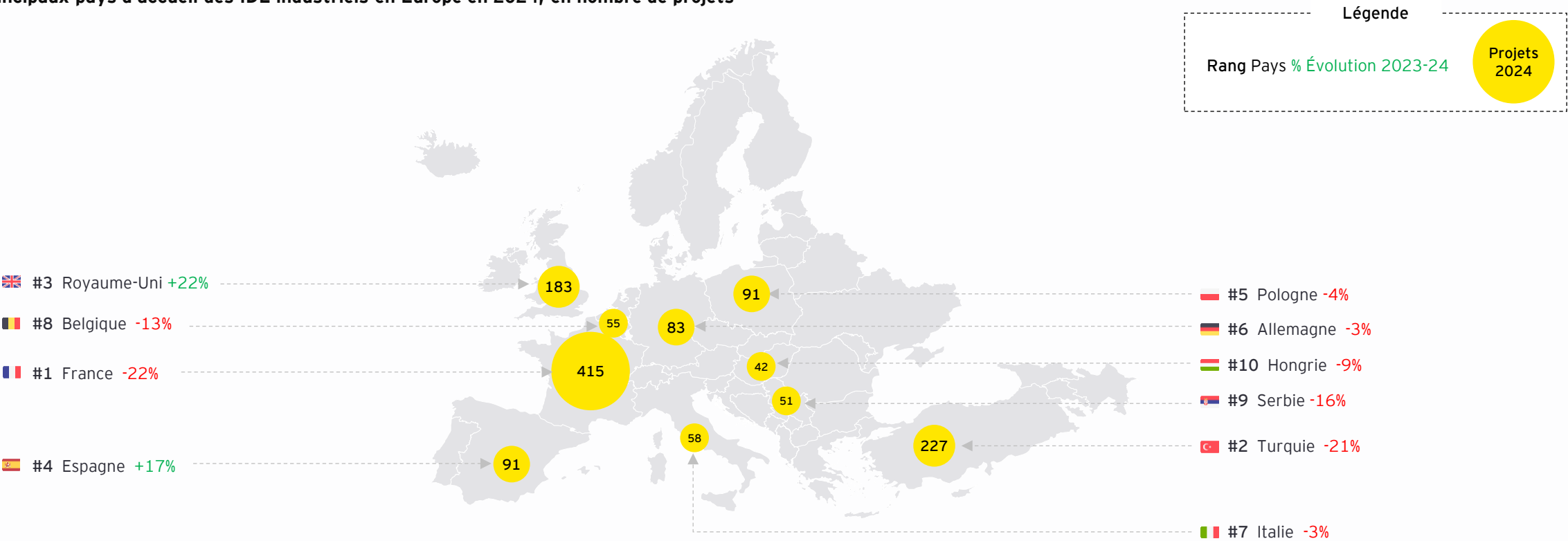
Préoccupations

Industrie et services à valeur ajoutée au défi de la compétitivité européenne et de la concurrence américaine et asiatique

Sur le plan industriel, la France conserve la 1^{re} place européenne en 2024 pour le nombre d'implantations et extensions d'usines, prolongeant le rattrapage entamé en 2017...

Avec 415 investissements industriels en 2024, la France a attiré plus d'un quart des projets manufacturiers étrangers en Europe. Elle conserve la tête du classement européen, devant la Turquie (227 investissements industriels) et le Royaume-Uni (183).

Principaux pays d'accueil des IDE industriels en Europe en 2024, en nombre de projets



Source : EY European Investment Monitor 2025

...mais les projets industriels sont moins denses en emplois et moins régénérateurs qu'ailleurs en Europe.

Si la France occupe toujours le 1er rang européen, en nombre d'investissements industriels, sa performance doit néanmoins être nuancée. Les projets réalisés dans l'Hexagone génèrent moins d'emplois qu'ailleurs en Europe et portent davantage sur l'extension de sites existants que sur de nouvelles implantations, contrairement à l'ensemble de ses principaux concurrents. Ces différences trouvent leur origine dans des délais d'implantation plus longs, un accès au foncier plus limité, mais aussi un important écart de compétitivité. En 2024, le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière s'élevait à 46,3€ en France, contre 15,8€ en Pologne, 31,9 € en Italie et 27,5€ en Espagne.

Nombre moyen d'emplois créés par projet industriel en 2024

#	Pays	Nombre moyen d'emplois créés en 2024
1	Serbie	245
2	Italie	182
3	Espagne	180
4	Hongrie	156
5	Allemagne	128
6	Pologne	104
7	Turquie	67
8	Royaume-Uni	57
9	Belgique	45
10	France	33

Part des projets *greenfield* parmi les projets industriels en 2024

#	Pays	Part des projets <i>greenfield</i>
1	Espagne	57 %
2	Serbie	55 %
3	Pologne	52 %
4	Hongrie	36 %
5	Belgique	33 %
5	Turquie	33 %
7	Italie	28 %
8	Allemagne	27 %
9	Royaume-Uni	21 %
10	France	15 %

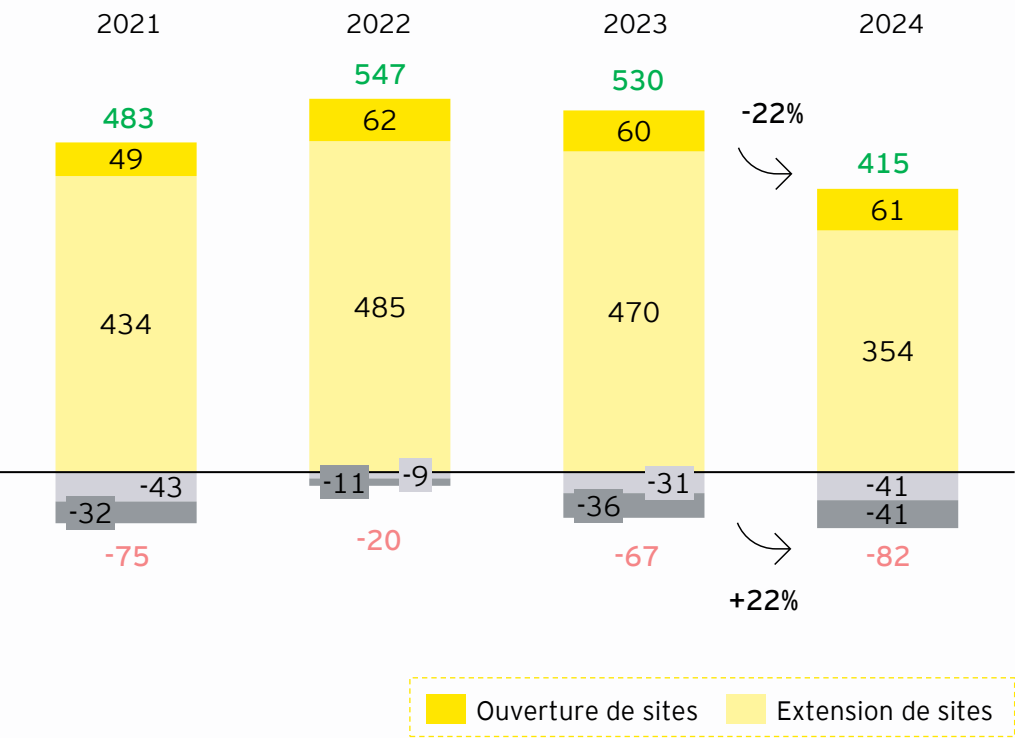
Note : Le nombre d'emplois a été calculé en comptabilisant seulement les projets où le nombre d'emplois était renseigné (80% des projets en France).

Source : EY European Investment Monitor 2025

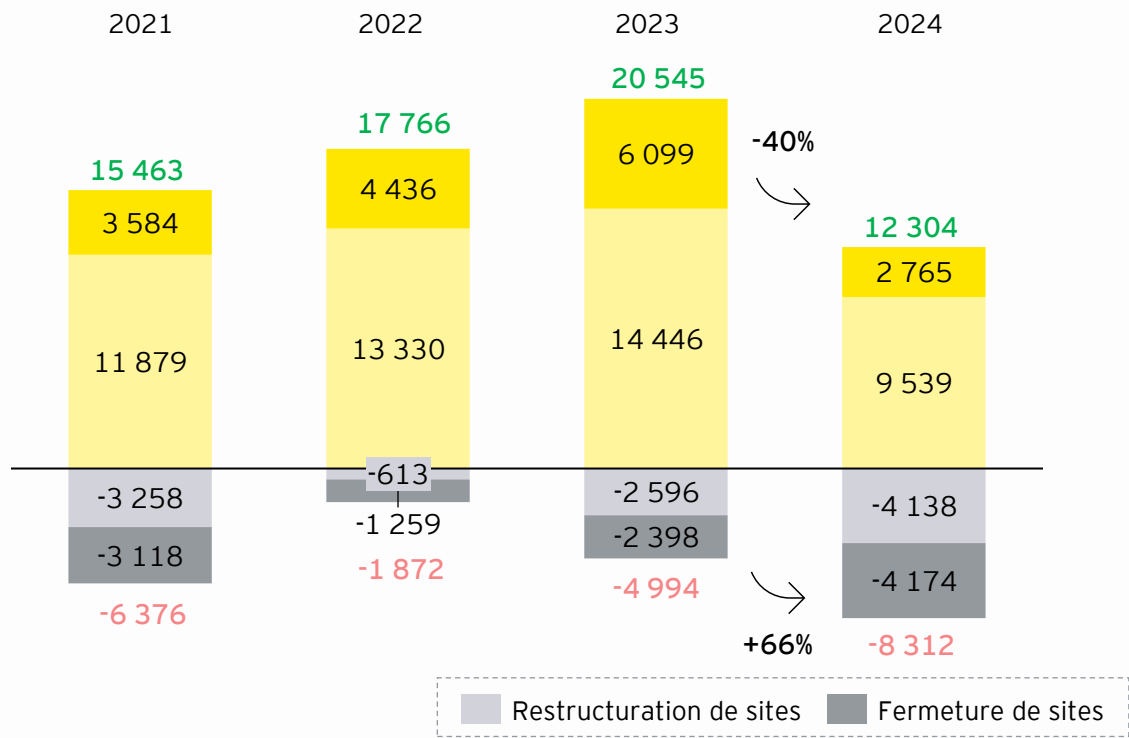
Surtout, si le **solde ouvertures/fermetures** reste positif, il diminue et les destructions d'emplois repartent à des niveaux élevés.

En 2024, avec 415 implantations et extensions d'usines, les investissements étrangers industriels en France sont en net recul (-22 % vs. 2023). Cette diminution est d'autant plus marquée que, parallèlement, les restructurations et fermetures d'usines par des entreprises étrangères se sont multipliées (+22 % vs. 2023). Cet « effet ciseau » est encore plus prononcé sur l'emploi : les industriels étrangers ont généré 74 % d'emplois en moins en France qu'en 2023.

Nombre de **projets** manufacturiers portés par des entreprises étrangères en France



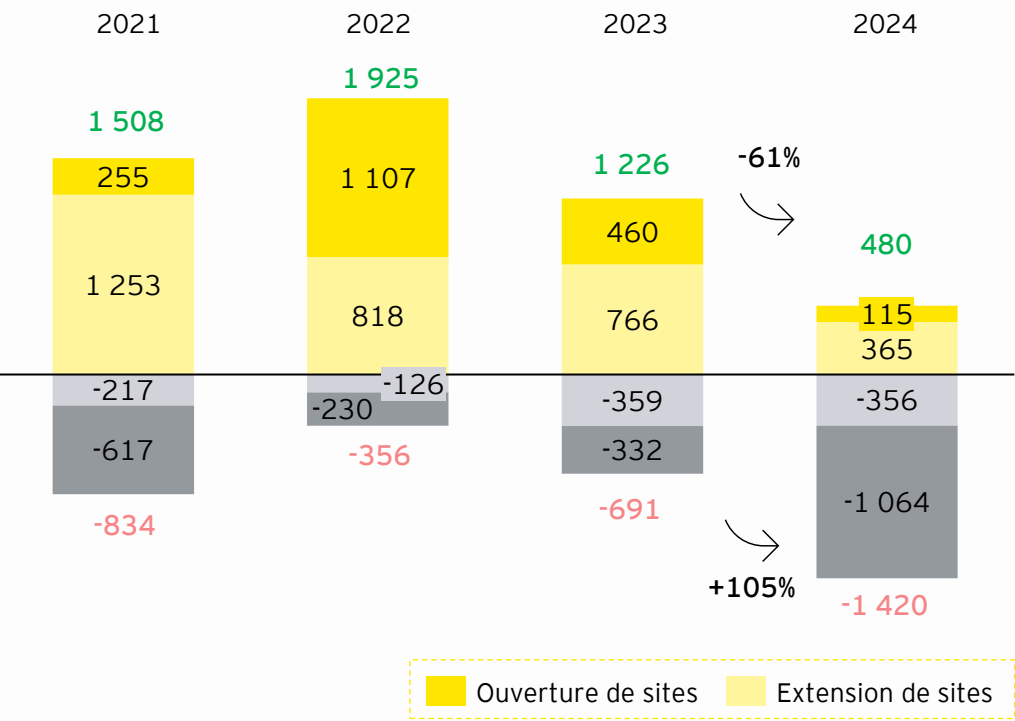
Nombre **d'emplois** créés ou détruits par les projets manufacturiers étrangers en France



Certaines industries historiques, comme celles de la chimie ou de l'automobile, marquent plus nettement le pas.

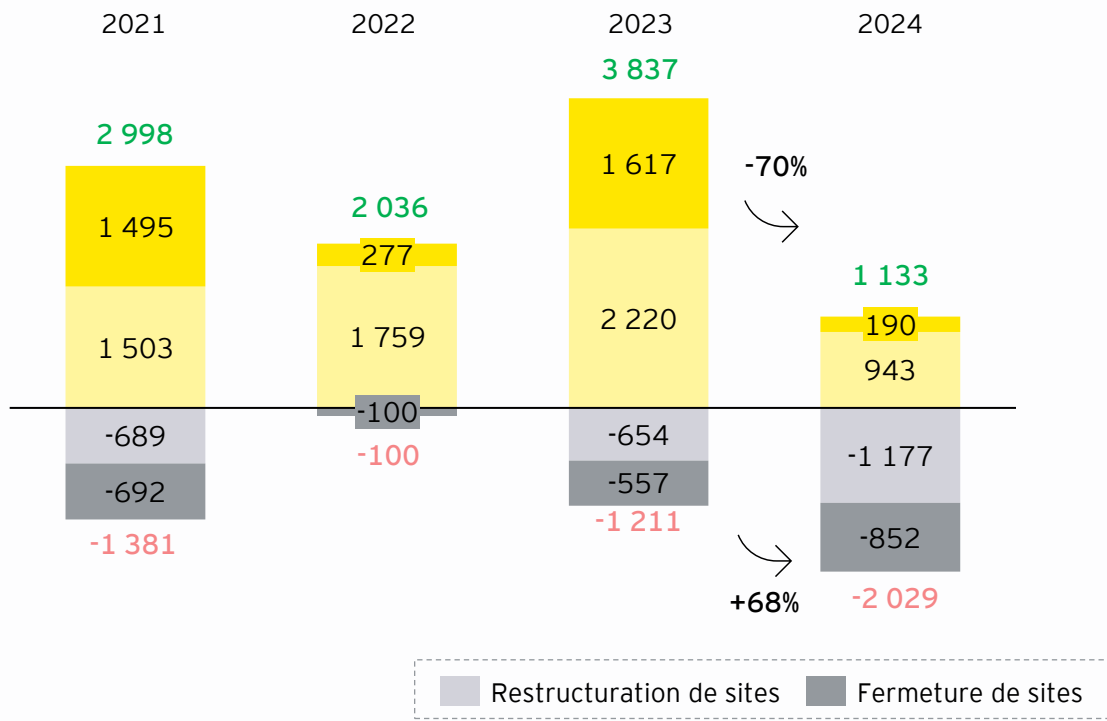
L'analyse des projets d'IDE et l'exploitation des données du cabinet Trendeo suggèrent que, dans ces deux secteurs d'activité, les entreprises étrangères auraient détruit davantage d'emplois industriels en France qu'elles n'en auraient créés en 2024. Cette dynamique s'explique notamment par l'écart de compétitivité avec les États-Unis et l'Asie, notamment en raison des coûts énergétiques, ainsi que par le ralentissement de la demande dans l'Hexagone et dans le reste de l'Europe.

Nombre d'emplois créés ou détruits par les entreprises étrangères dans l'industrie chimique



Source : EY European Investment Monitor 2025

Nombre d'emplois créés ou détruits par les entreprises étrangères dans l'industrie automobile



Source : Trendeo

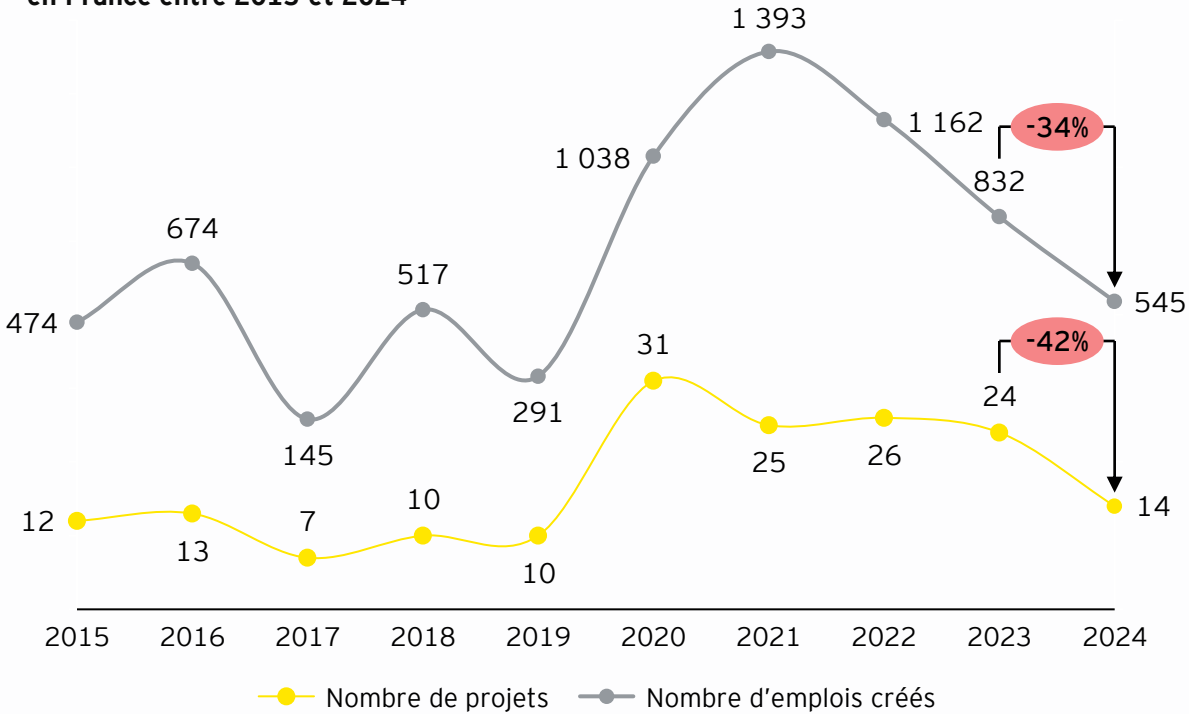
Dans l'industrie pharmaceutique, après une forte période d'investissements, la courbe des projets revient au niveau d'avant-Covid et la concurrence européenne est intense.

Dans l'industrie pharmaceutique, les fermetures et restructurations de sites sont peu nombreuses, mais le nombre de projets et les créations d'emplois ont de nouveau reculé en 2024, revenant à des niveaux proches de ceux d'avant la crise sanitaire. Ce recul des investissements s'explique notamment par les incertitudes liées au budget de la Sécurité sociale, la faible compétitivité de la France sur les produits à faible valeur ajoutée, ainsi que le recours croissant à la sous-traitance. Il s'inscrit également dans un contexte européen très concurrentiel. En 2024, l'Irlande et l'Allemagne sont notamment parvenues à capter d'importants investissements, à l'image de ceux portés par l'américain Eli Lilly et le japonais Daiichi Sankyo.

Principaux pays d'accueil des investissements industriels dans le secteur pharmaceutique en Europe en 2024

#	Pays	Nb. de projets d'IDE	Nb. d'emplois créés
1	France	14	545
2	Royaume-Uni	12	529
3	Irlande	9	1 460
4	Allemagne	8	1 286
5	Belgique	6	259
	Autres	24	1 348
	Total	73	5 427

Evolution des investissements manufacturiers étrangers dans le secteur pharmaceutique en France entre 2015 et 2024



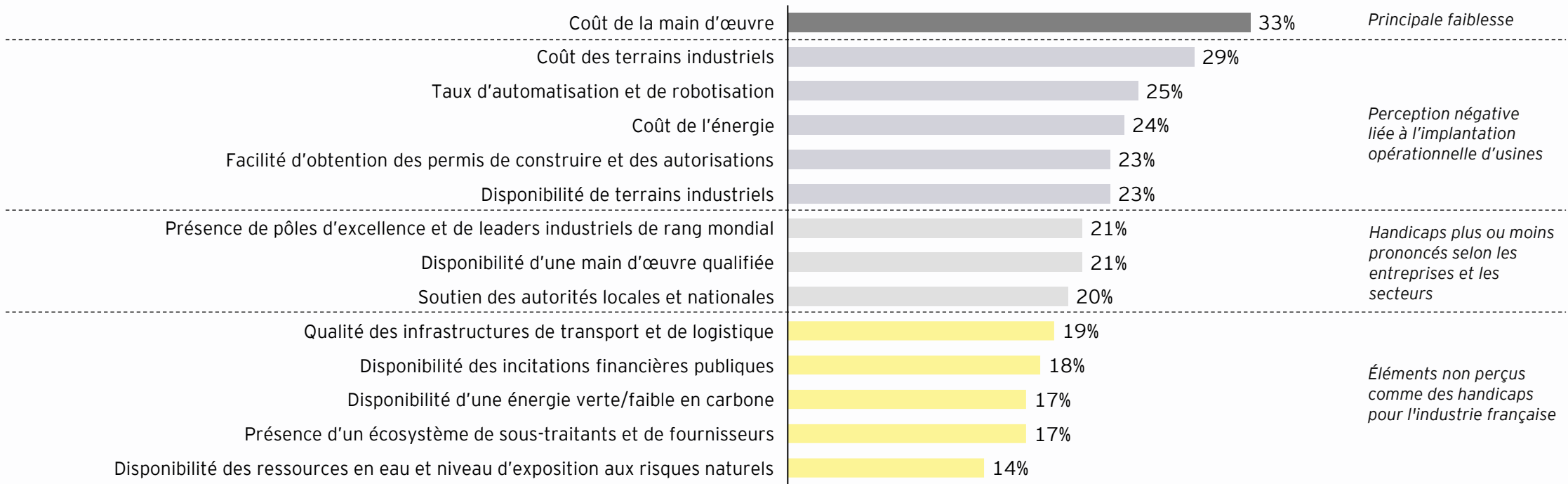
Source : EY European Investment Monitor 2025



Aux yeux des investisseurs étrangers, **l'attractivité industrielle** souffre des coûts salariaux, mais aussi d'un manque de foncier, de compétitivité énergétique, de robotisation et d'innovation et d'agilité.

Interrogés sur les principales faiblesses de la France en tant que destination industrielle, 33 % des dirigeants internationaux citent le coût de la main d'œuvre, devant celui des terrains industriels (29 %), le taux d'automatisation (25 %) ou encore le coût de l'énergie (24 %). Ce dernier point interroge, alors que la France bénéficie, grâce au nucléaire, de l'une des énergies les plus compétitives d'Europe. Les investisseurs restent sans doute marqués par la flambée des prix de 2022 et les incertitudes liées à l'arrêt temporaire d'une partie du parc nucléaire. Ils pointent également les écarts de compétitivité persistants avec les États-Unis. Ces préoccupations sont particulièrement exprimées par les PME et les ETI, dont les marges de manœuvre pour sécuriser un approvisionnement énergétique à coût maîtrisé sont bien moindres que celles des grands groupes électro-intensifs.

Quels sont les principales faiblesses de la France en tant que destination industrielle par rapport aux autres pays ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février-mars 2025)



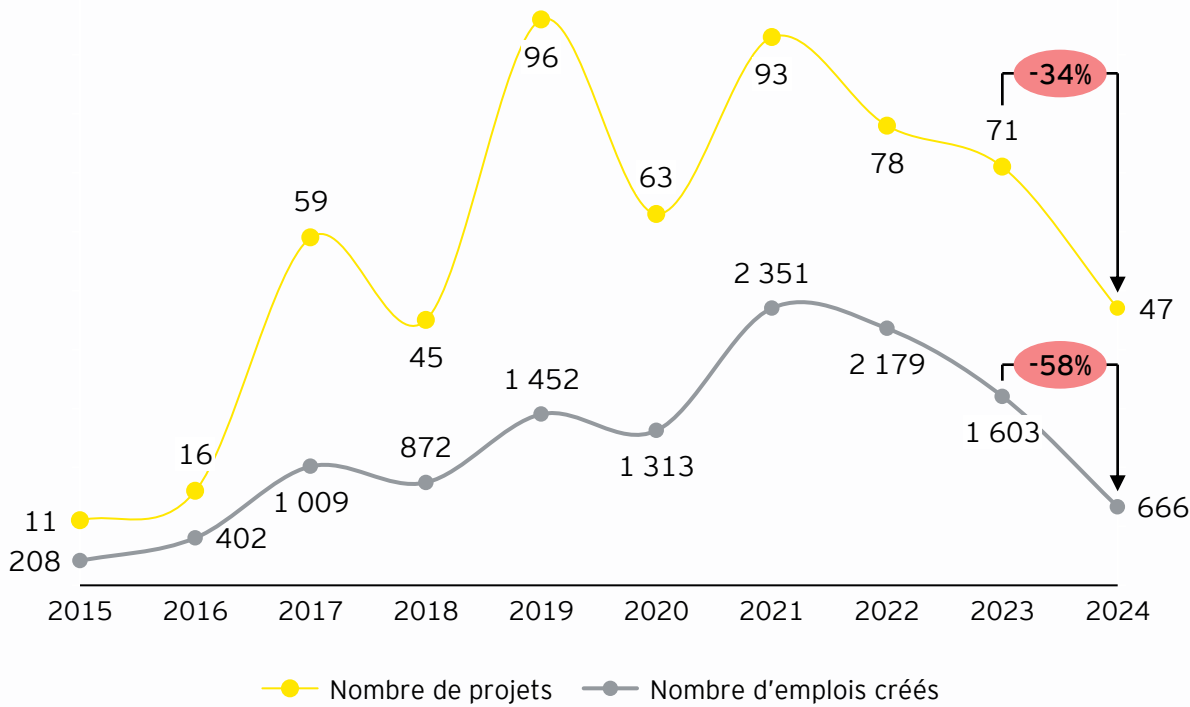
Hors industrie, la France peine encore à rivaliser avec le Royaume-Uni dans la compétition pour les centres de décision.

Avec 47 projets liés aux centres de décision en 2024, soit 24 de moins qu'en 2023, la France fait moins bien que son concurrent britannique (86 projets). Bien que fragilisé un temps par le Brexit, ce qui avait permis à l'Hexagone de rattraper une partie de son retard, le Royaume-Uni demeure le principal pays d'accueil des sièges sociaux en Europe.

Principaux pays d'accueil des projets d'IDE dans les centres de décision en Europe en 2024

#	Pays	Nb. de projets d'IDE	Nb. d'emplois créés
1	Royaume-Uni	86	3 006
2	France	47	666
3	Allemagne	33	857
4	Espagne	14	1 114
5	Suisse	12	156
	Autres	59	1 861
	Total	251	7 660

Evolution des investissements étrangers dans les centres de décision en France entre 2015 et 2024



Source : EY European Investment Monitor 2025

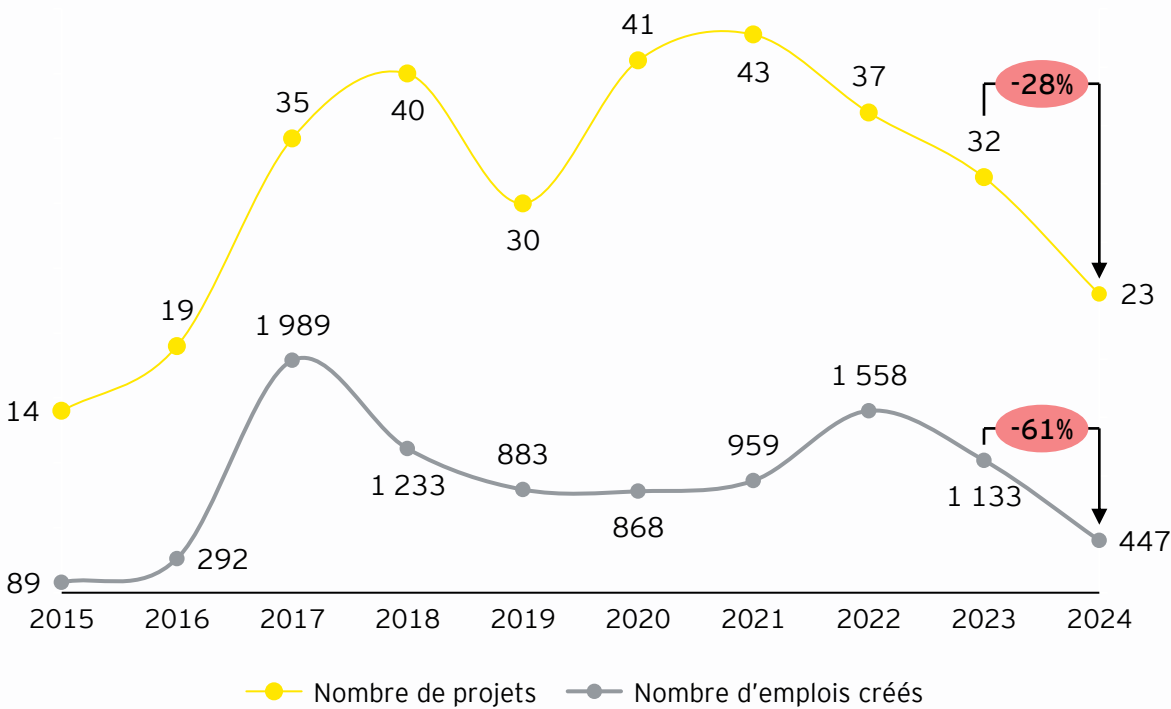
Dans les activités financières, Paris reste distancée par son homologue britannique.

En 2024, 23 entreprises étrangères du secteur financier ont choisi d’implanter ou d’étendre leurs activités en Île-de-France, à l’image de Morgan Stanley ou de la fintech britannique Revolut, qui prévoyait d’y investir près de 100 millions d’euros et de recruter plusieurs dizaines de collaborateurs. Malgré cette dynamique, la région peine encore à rivaliser avec Londres, qui a attiré 39 projets d’IDE et près de 1 175 emplois sur la même période.

Principales villes d’accueil des projets d’IDE dans le secteur de la finance en Europe en 2024

#	Pays	Nb. de projets d’IDE	Nb. d’emplois créés
1	Londres	39	1 175
2	Paris	23	447
3	Madrid	15	532
3	Milan	15	141
5	Zurich	14	40
	Autres	187	6 052
	Total	293	8 387

Evolution des investissements étrangers dans les activités financières en Île-de-France entre 2015 et 2024



Source : EY European Investment Monitor 2025

Réussites

Plusieurs secteurs et activités d'avenir plébiscitent la France et ses territoires.

Dans l'intelligence artificielle et la recherche quantique, la France se positionne aujourd'hui comme un pôle d'attraction majeur en Europe pour les investissements étrangers.

En 2024, la France a attiré 41 investissements étrangers dans le secteur de l'intelligence artificielle, dont 5 data centers, principalement portés par Microsoft (4/5), destinés à renforcer ses infrastructures IT, en particulier pour l'IA. D'autres annonces (très significatives) concernant les data centers ont été faites en février 2025 à l'occasion du Sommet de l'IA. Elles feront partie des bilans 2025 ou 2026 lors de leur mise en chantier. La France a également attiré 15 centres de développement, à l'image de celui récemment inauguré à Nice par la deeptech Netsooon Technologies. À titre de comparaison, le Royaume-Uni, principal concurrent européen, a accueilli 27 projets liés à l'IA la même année, soit 13 de moins que l'Hexagone. D'après notre enquête menée auprès de 200 dirigeants internationaux, la France se distingue par plusieurs atouts majeurs : la qualité de ses infrastructures IT, l'excellence de ses talents et la solidité de son écosystème IA, déjà bien structuré. Autant d'éléments qui renforcent son attractivité sur la scène mondiale.

Cinq principaux pays d'accueil des projets d'IDE dans l'intelligence artificielle en Europe en 2024

#	Pays	Nb. de projets d'IDE	Nb. d'emplois créés
1	France	41	1 188
2	Royaume-Uni	27	1 739
3	Espagne	15	2 534
4	Allemagne	9	253
5	Irlande	5	1 180

Exemples de projets d'IDE dans l'intelligence artificielle et la recherche quantique en France en 2024

IBM Etats-Unis	IBM investit 45 millions d'euros dans la recherche quantique à Paris-Saclay et envisage le recrutement de 50 chercheurs et ingénieurs à horizon un an dans l'Hexagone. L'objectif est de contribuer à l'écosystème quantique français via l'éducation, le développement de cas d'usage technologiques et de la recherche collaborative.
Microsoft Etats-Unis	Microsoft investit 4 milliards d'euros pour renforcer sa présence en France dans l'intelligence artificielle. L'entreprise étendra son infrastructure cloud et IA à Paris et Marseille, avec une capacité de 25 000 GPU d'ici fin 2025, et ouvrira un nouveau site de centres de données à Mulhouse et un autre dans le Nord.
Netsooon Autriche	Netsooon, spécialisée en intelligence artificielle, s'implante à Nice. Netsooon prévoit de relocaliser 12 talents en IA et de créer 90 emplois dans les trois prochaines années, tout en établissant des partenariats locaux et régionaux.

Sources : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025), EY European Investment Monitor 2025, Business France

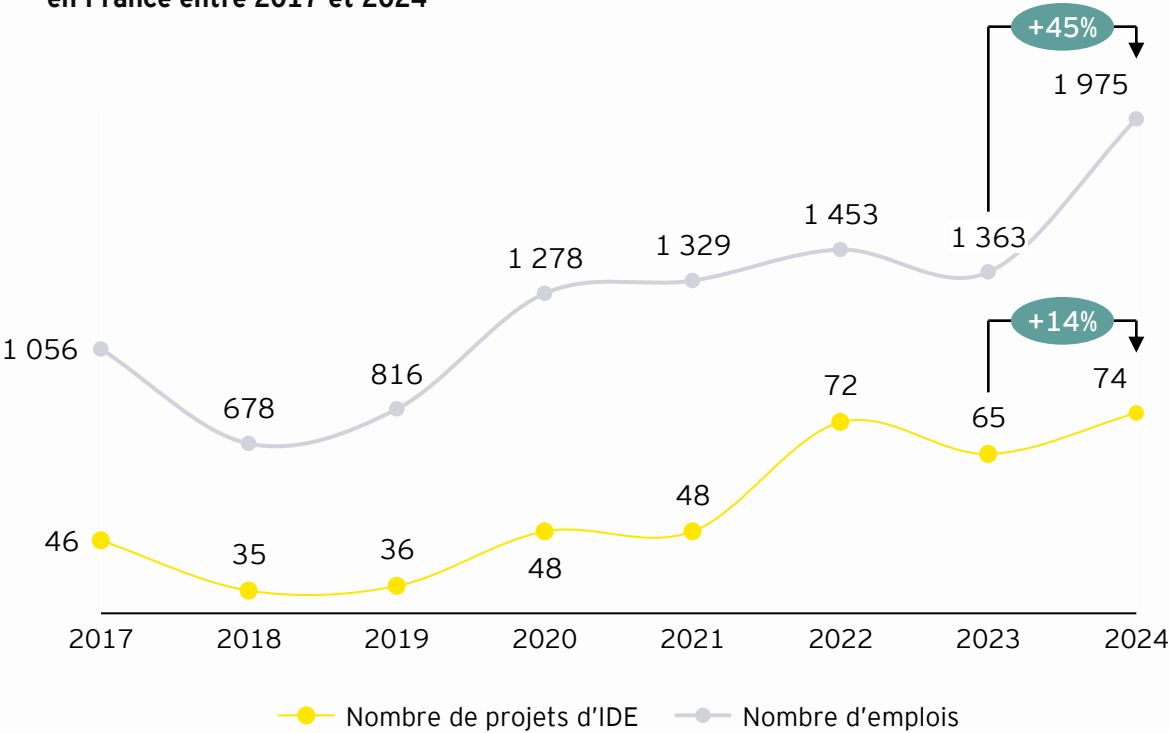
Dans le secteur de l'énergie, 74 entreprises étrangères ont fait le choix de la France en 2024 et certaines d'entre elles contribuent à la transition énergétique de l'Hexagone. (1/2)

En 2024, la France demeure le premier pays européen en nombre d'investissements étrangers dans l'énergie, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Ces projets, en hausse de 14 % par rapport à 2023, ont généré près de 2 000 emplois (+45 % par rapport à l'an passé) à travers le territoire. Cette dynamique est soutenue par le développement des énergies éolienne, solaire et hydraulique, alors que la France a pour objectif d'atteindre 33 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie d'ici 2030.

Principaux pays d'accueil des projets d'IDE dans l'énergie en Europe en 2024

#	Pays	Nb. de projets d'IDE	Nb. d'emplois créés
1	France	74	1 975
2	Royaume-Uni	39	1 452
3	Allemagne	28	1 575
4	Espagne	24	4 902
5	Belgique	10	174
	Autres	64	3 392
	Total	239	13 470

Evolution des investissements étrangers dans le secteur de l'énergie en France entre 2017 et 2024

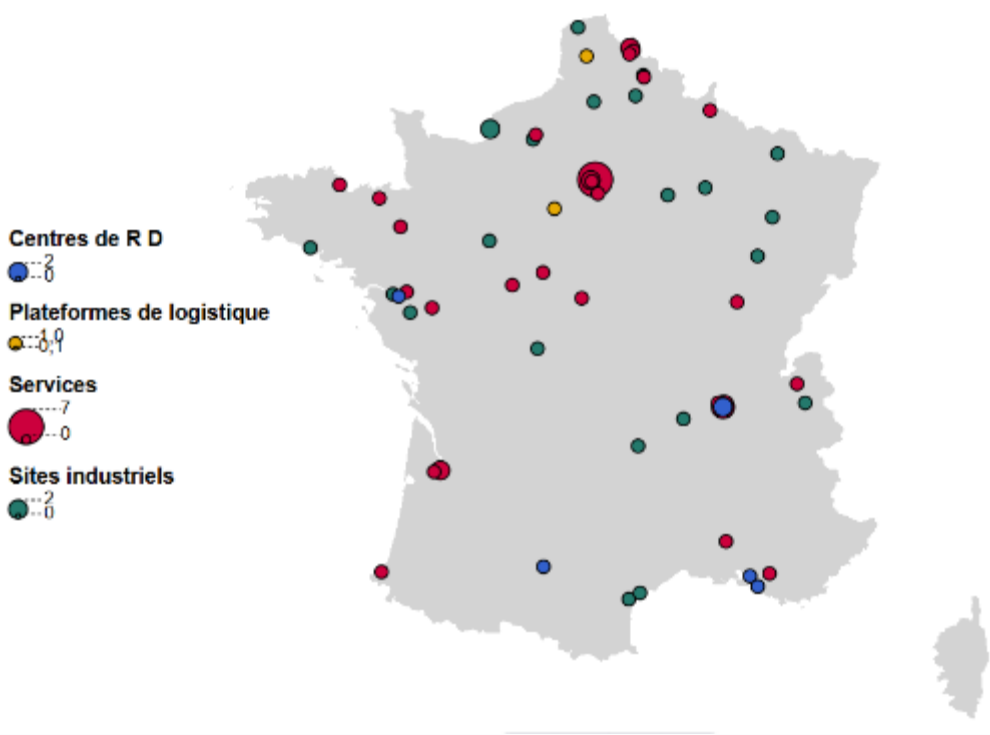


Sources : EY European Investment Monitor 2025, Business France, Vie Publique

Dans le secteur de l'énergie, 74 entreprises étrangères ont fait le choix de la France en 2024 et certaines d'entre elles contribuent à la transition énergétique de l'Hexagone. (2/2)

Dans le secteur de l'énergie, les investissements étrangers en France se concentrent principalement sur l'ouverture de bureaux commerciaux visant à se développer sur le marché des énergies renouvelables, ainsi que sur l'implantation ou l'extension de centres de maintenance pour soutenir le déploiement des parcs éoliens offshore et onshore. Plusieurs projets de centres de R&D ont également été annoncés en 2024, notamment ceux initiés par Thorizon et Skeleton Technologies.

Répartition des projets d'IDE dans le secteur de l'énergie en France en 2024



Exemples de projets d'IDE dans l'énergie en France en 2024

Acciona Energia
Espagne

L'entreprise, leader européenne des énergies 100% renouvelables, renforce sa présence en France après l'acquisition d'Equinov en 2022. Le groupe prévoit de tripler son chiffre d'affaires pour atteindre 150 millions d'euros d'ici 2030 et de renforcer ses équipes à Aix-en-Provence, Bordeaux, Lyon, Nantes et Paris.

Thorizon
Pays-Bas

L'entreprise a choisi Lyon pour établir un centre de R&D et d'ingénierie pour développer un concept de réacteur à sels fondus, qui permettrait d'accélérer la disponibilité d'énergie propre. 40 emplois devraient être créés.

Skeleton Technologies
Estonie

Leader européen du stockage d'énergie à haute puissance et à charge rapide, l'entreprise a annoncé l'ouverture d'un centre de R&D à Toulouse pour développer la technologie des batteries de nouvelle génération. Elle prévoit également la construction d'une usine pour fabriquer sa batterie de haute puissance. Le groupe prévoit d'investir 600 millions d'euros en 5 ans et de créer 300 emplois.

Sources : EY European Investment Monitor 2025, Business France

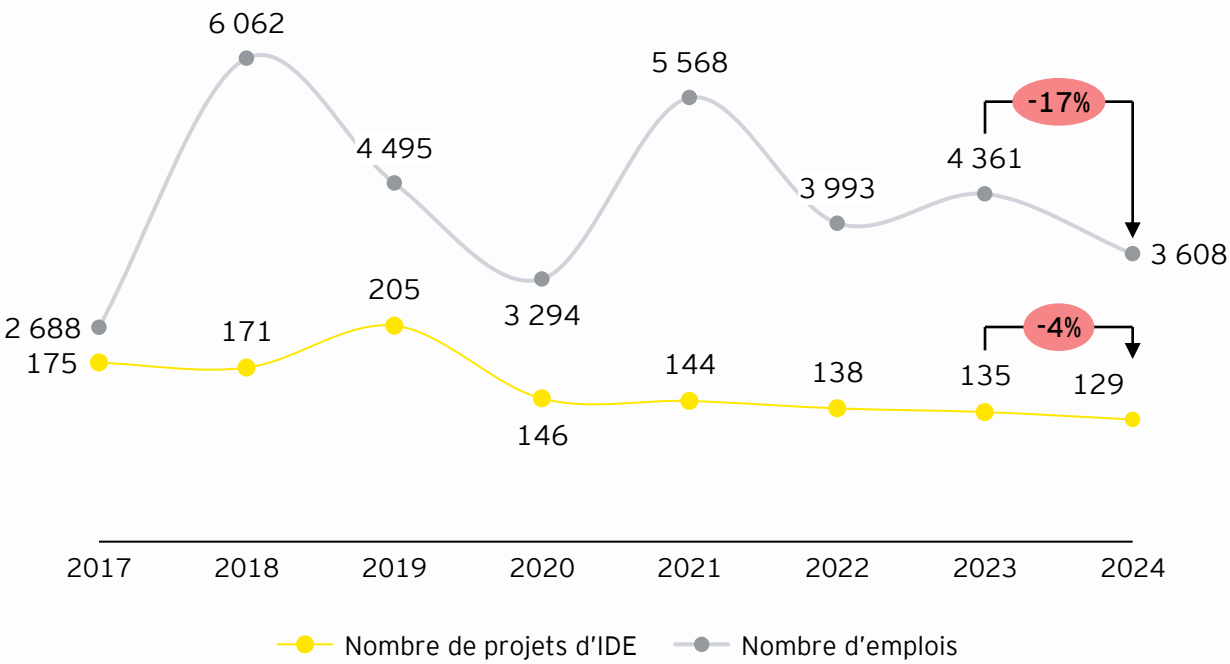
Malgré un contexte moins favorable en 2024, les activités de logiciels et de services IT demeurent un moteur clé de l'attractivité de la France, tant en nombre de projets d'IDE qu'en création d'emploi. (1/2)

Dans le secteur des logiciels et des services IT, la France reste largement distancée par le Royaume-Uni. En 2024, notre voisin britannique a attiré 161 entreprises dans ce domaine, tandis que l'Hexagone en a accueilli 129, créant au passage plus de 3 600 emplois. Bien que ces chiffres marquent une baisse par rapport à 2023 (-4 % en nombre de projets et -17 % en termes d'emplois), ce secteur demeure un moteur clé des investissements étrangers en France.

Principaux pays d'accueil des projets d'IDE dans les logiciels et les services IT en Europe en 2024

#	Pays	Nb. de projets d'IDE	Nb. d'emplois créés
1	Royaume-Uni	161	7 086
2	France	129	3 608
3	Allemagne	92	1 421
4	Portugal	57	2 877
5	Espagne	47	2 775
	Autres	307	9 759
	Total	793	27 526

Evolution des investissements étrangers dans le secteur des logiciels et des services IT en France entre 2017 et 2024

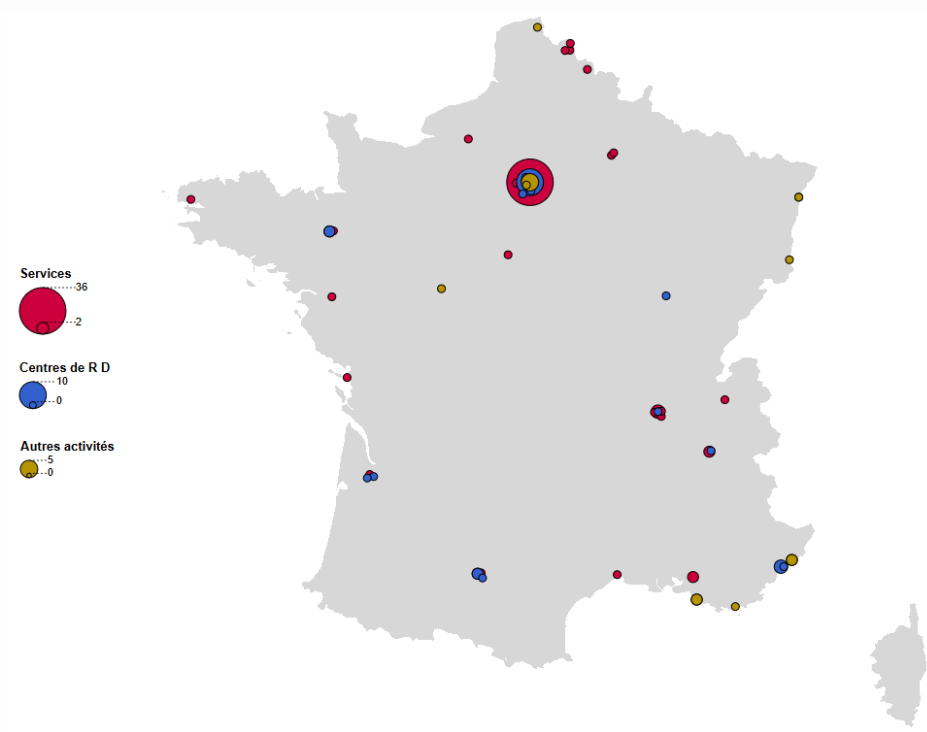


Source : EY European Investment Monitor 2025

Malgré un contexte moins favorable en 2024, les activités de logiciels et de services IT demeurent un moteur clé de l'attractivité de la France, tant en nombre de projets d'IDE qu'en création d'emploi. (2/2)

Sans surprise, l'essentiel des 129 entreprises étrangères ayant choisi la France pour implanter ou étendre leurs activités dans les secteurs des logiciels et des services IT se sont orientées vers des métropoles ou des territoires à forte densité de population, où elles peuvent plus facilement accéder aux compétences recherchées. Parmi elles, plus de la moitié (52 %) ont privilégié l'Île-de-France.

Répartition des projets d'IDE dans les logiciels et les services IT en France en 2024



Exemples de projets d'IDE dans les logiciels et les services IT en France en 2024

Synamedia

Royaume-Uni

Synamedia a renforcé son pôle d'excellence en vidéo et sécurité, représentant plus de 70 personnes en 2024 en vue d'atteindre un effectif de plus de 100 personnes d'ici trois ans. Avec des recrutements ciblés sur des ingénieurs spécialisés, Synamedia réaffirme son engagement envers l'innovation, notamment dans les technologies cloud et la sécurité vidéo.

Aumet

Arabie Saoudite

Aumet, spécialiste de la gestion des achats dans le secteur de la santé a ouvert en 2024 un hub européen en région parisienne. Ce site, combinant fonctions commerciales et R&D, prévoit la création de 25 emplois qualifiés d'ici trois ans.

Lucasian Labs

Colombie

La société d'ingénierie colombienne Lucasian Labs a implanté en 2024 son centre de décision européen à Toulouse. Spécialisée dans les technologies pour l'industrie du gaz, de l'énergie et l'analyse du climat des affaires, elle prévoit de recruter 30 collaborateurs d'ici trois ans, puis 50 d'ici cinq ans.

Note : Dans la carte ci-dessus, les autres activités correspondent à des activités de sièges, à des data centers ou à des centres de formation.

Source : EY European Investment Monitor 2025

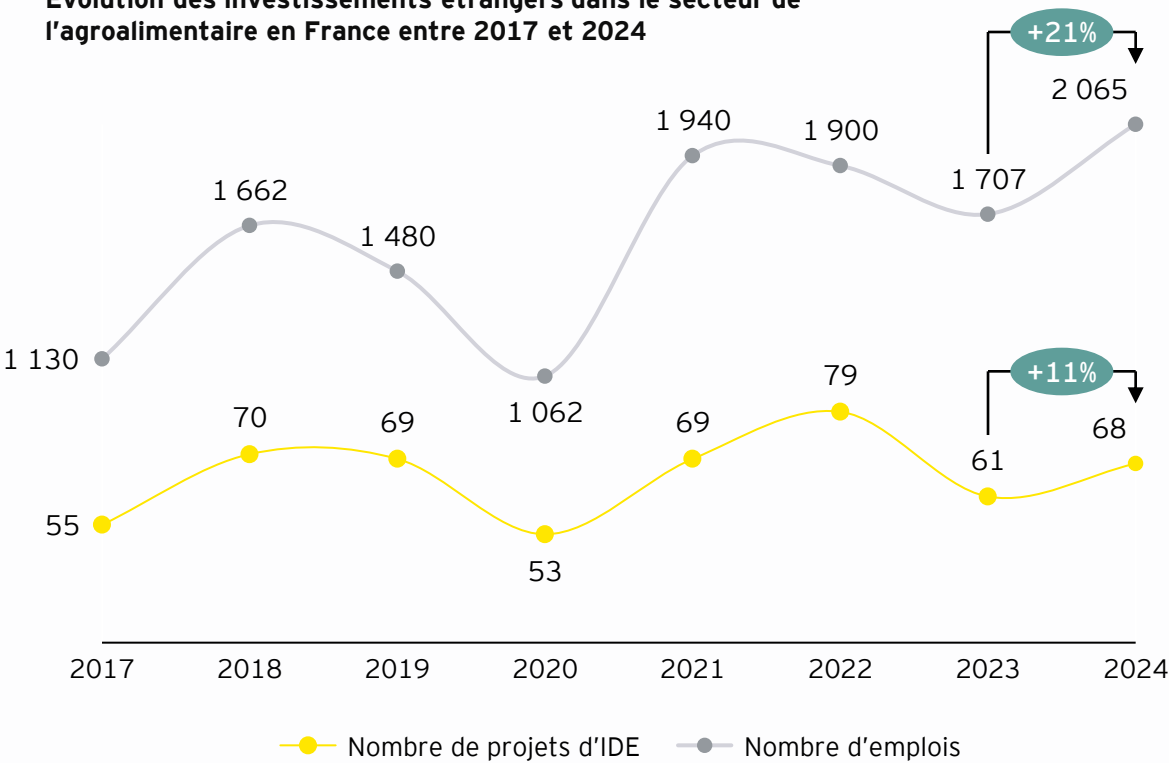
L'Hexagone reste central dans les plans de croissance des entreprises internationales de l'agro-alimentaire. (1/2)

En 2024, 286 entreprises du secteur de l'agro-alimentaire ont étendu ou implanté des opérations en Europe, générant près de 20 000 emplois. La France et le Royaume-Uni ont attiré près de la moitié de ces projets, captant 20 % des créations de postes. Après une contraction en 2023, les investissements dans ces deux pays enregistrent un certain rebond : dans l'Hexagone, en dépit des critiques persistantes sur le système de distribution, les investissements ont progressé de 11 % et les créations d'emplois de 21 %.

Principaux pays d'accueil des projets d'IDE dans l'agro-alimentaire en Europe en 2024

#	Pays	Nb. de projets d'IDE	Nb. d'emplois créés
1	France	68	2 065
2	Royaume-Uni	65	1 958
3	Turquie	26	901
4	Allemagne	18	1 131
5	Pologne	17	1 004
	Autres	91	12 610
	Total	285	19 669

Evolution des investissements étrangers dans le secteur de l'agroalimentaire en France entre 2017 et 2024

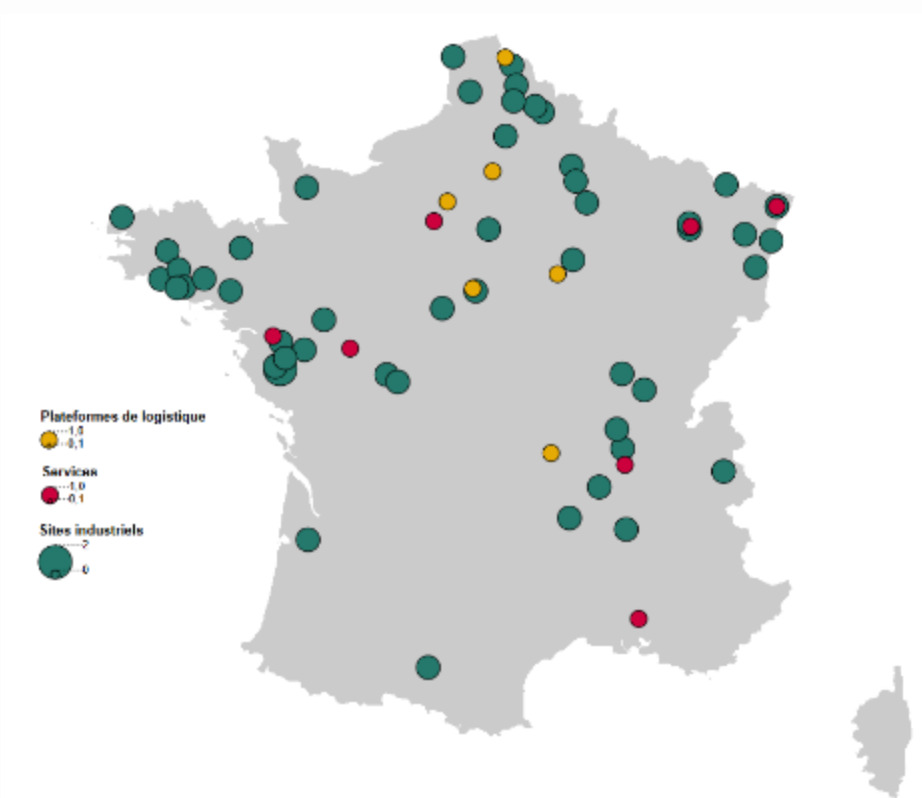


Source : EY European Investment Monitor 2025

L'Hexagone reste central dans les plans de croissance des entreprises internationales de l'agro-alimentaire. (2/2)

En France, 80 % des investissements réalisés par des entreprises de l'agro-alimentaire concernent des extensions de sites manufacturiers. Les industriels établis de longue date dans l'Hexagone engagent de nouveaux investissements pour moderniser, décarboner et renforcer leurs capacités de production, avec pour objectif principal de mieux répondre aux besoins du marché national. Ces investissements se concentrent majoritairement dans le Grand Est, les Hauts-de-France, les Pays de la Loire et la Bretagne. À elles seules, ces quatre régions accueillent 60 % des projets d'IDE du secteur et près de 70 % des emplois créés.

Répartition des projets d'IDE dans l'agro-alimentaire en France en 2024



Exemples de projets d'IDE dans l'agro-alimentaire en France en 2024

Mars Wrigley
Etats-Unis

Lors du dernier Choose France, l'entreprise américaine a annoncé investir 130 millions d'euros sur l'ensemble de ses sites de production en France, pour augmenter ses capacités de production, moderniser et digitaliser ses usines.

McCain
Canada

L'entreprise canadienne, spécialisée dans la production de frites surgelées, a annoncé un investissement de 350 millions d'euros en France, ciblant ses sites de production à Harnes (62), Béthune (62) et Matougues (51). Ces investissements viseront à soutenir la décarbonation, la modernisation et l'augmentation des capacités de production.

Sparkfood
Portugal

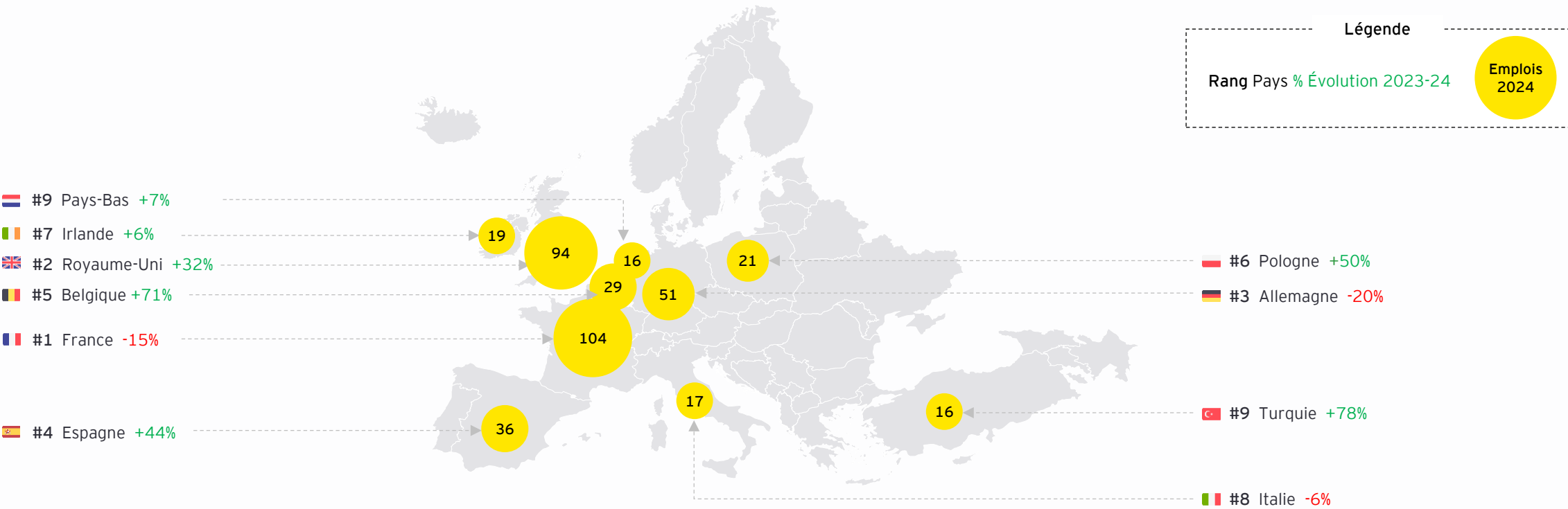
Sparkfood a confirmé son intention de poursuivre ses investissements en France dans les années à venir, notamment par l'agrandissement de son troisième site de production en Bretagne. Ce projet, d'un montant de 65 millions d'euros, permettra la création de plus de 40 nouveaux emplois.

Sources : EY European Investment Monitor 2025, Business France

L'innovation à la française continue de séduire et les volumes d'investissements dans les centres de R&D demeurent élevés.

L'image d'une France innovante reste solidement ancrée dans l'esprit des investisseurs étrangers, en témoigne le nombre élevé d'implantations et d'extensions de centres de R&D portés par des entreprises à capitaux étrangers. En 2024, 104 projets de ce type ont été réalisés dans l'Hexagone – un niveau supérieur à celui de tout autre pays européen.

Principaux pays d'accueil des investissements étrangers en Europe dans les centres de R&D en 2024, en nombre de projets



Source : EY European Investment Monitor 2025



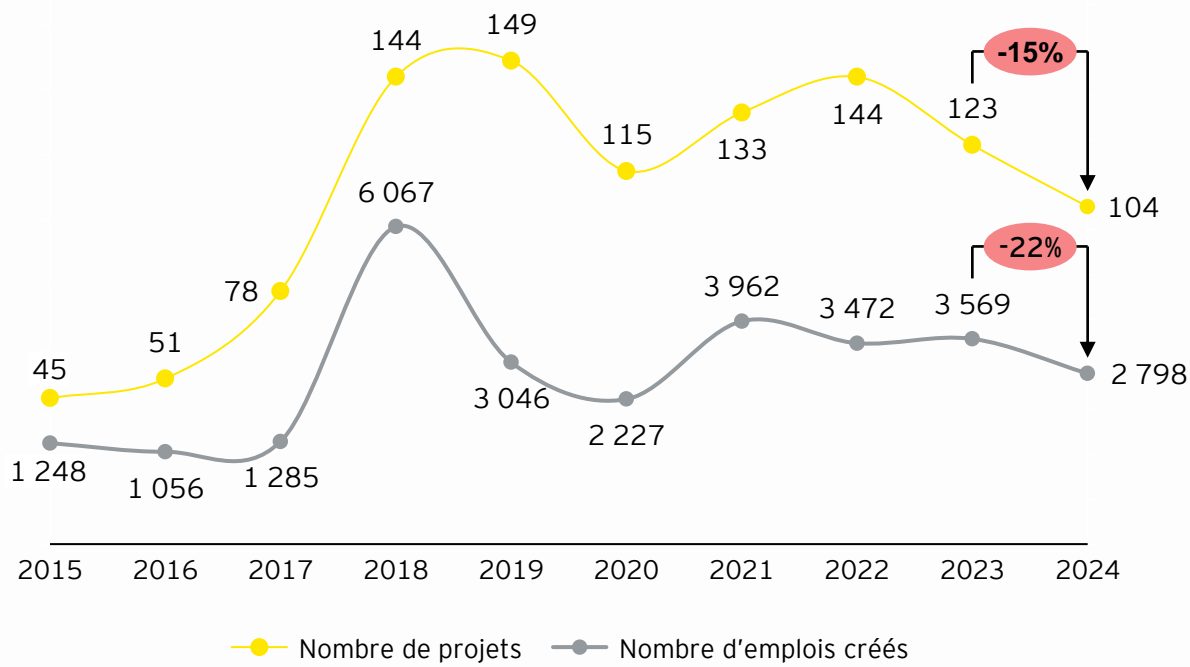
Cependant, pour la seconde année consécutive, la dynamique ralentit et les centres de recherche français attirent moins d'ingénieurs et de scientifiques que ceux de nos principaux concurrents.

Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'implantations et d'extensions de centres de R&D en France recule, avec une baisse de 15 % en 2024 par rapport à 2023. Les incertitudes concernant le maintien du Crédit d'impôt recherche (CIR) ont probablement pesé sur les choix d'investissement des entreprises étrangères. L'impact sur l'emploi est notable : les créations de postes liées à ces projets ont chuté de 22 %. Si la France conserve la première place en Europe en nombre de projets, elle ne se classe désormais plus qu'au troisième rang en nombre d'emplois générés, derrière l'Espagne et le Royaume-Uni.

Principaux pays d'accueil des projets d'IDE dans les centres de R&D en Europe en 2024, en nombre d'emplois créés

#	Pays	Nb. d'emplois créés
1	Espagne	5 784
2	Royaume-Uni	3 464
3	France	2 798
4	Irlande	2 599
5	Turquie	2 412
	Autres	7 055
	Total	24 112

Evolution du nombre de projets d'IDE et du nombre d'emplois créés dans les centres de recherche et développement en France entre 2015 et 2024

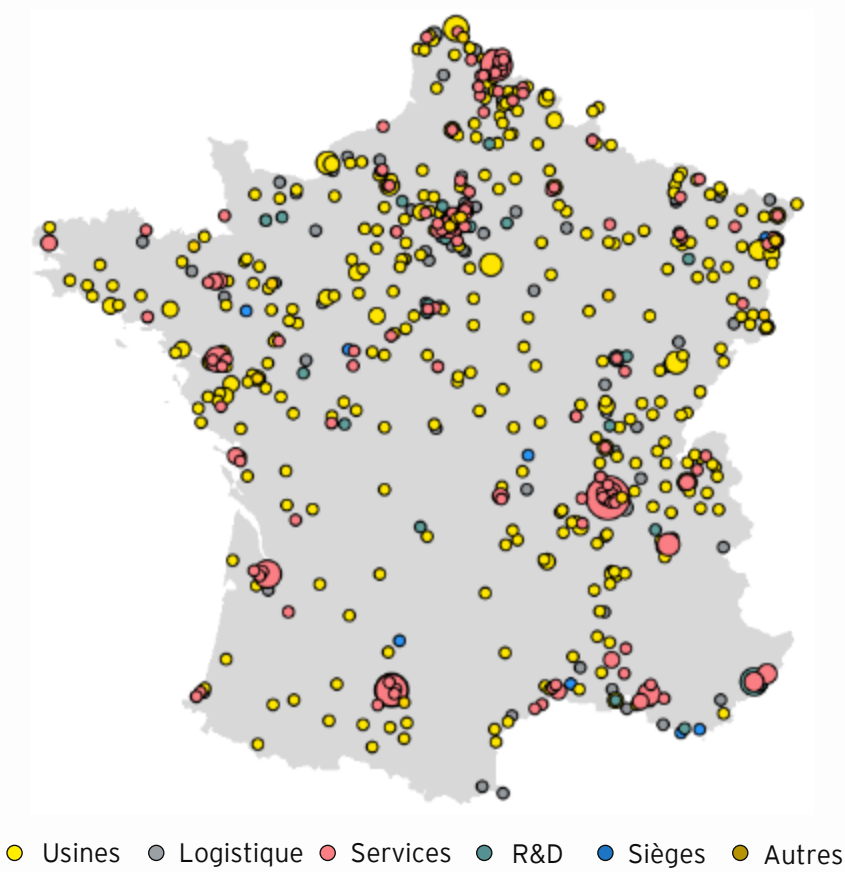


Source : EY European Investment Monitor 2025



Les entreprises étrangères s'implantent partout en France, preuve que l'offre territoriale séduit au-delà des grandes métropoles et de leurs agglomérations.

Répartition des projets d'investissements étrangers en France en 2024, hors Paris



588 communes ont accueilli un projet d'investissement étranger en 2024.



33% des implantations et extensions se sont localisées dans des bassins de moins de 100 000 habitants, pour 30% des emplois créés.



39% des investissements étrangers manufacturiers ont eu lieu dans des territoires de moins de 50 000 habitants.



79% des emplois apportés par les projets d'IDE manufacturiers ont été créés dans des EPCI labellisés « Territoires d'industrie ».



72% des implantations et extensions de centres de décision en France ont eu lieu dans des métropoles et des agglomérations de plus de 200 000 habitants. 70% pour les centres de R&D.

Source : EY European Investment Monitor 2025



En 2024, 75 % des investissements étrangers et des emplois créés ont eu lieu hors de l'Île-de-France.

Avec 258 projets et environ 6 700 emplois créés, l'Île-de-France conserve la première place du classement régional hexagonal, devant l'Auvergne-Rhône-Alpes et les Hauts-de-France. Cependant, la région francilienne ne représente plus « que » 25 % du total des investissements, contre 29 % entre 2015 et 2019.

Répartition des projets d'IDE et des emplois créés en France par région en 2024

Région	En nombre de projets	En %	En nombre d'emplois	En %
Île-de-France	258	25 %	6 672	23 %
Auvergne-Rhône-Alpes	146	14 %	2 529	9 %
Hauts-de-France	101	10 %	4 524	16 %
Grand Est	91	9 %	2 251	8 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	72	7 %	1 991	7 %
Pays de la Loire	68	7 %	2 427	8 %
Occitanie	65	6 %	2 055	7 %
Nouvelle Aquitaine	49	5 %	717	2 %
Bourgogne-Franche Comté	47	5 %	1 577	5 %
Centre-Val de Loire	47	5 %	1 578	5 %
Normandie	42	4 %	1 672	6 %
Bretagne	36	3 %	942	3 %
Corse et Outre mer	3	<1 %	65	<1 %
Total	1 025	100%	29 000	100%

Source : EY European Investment Monitor 2025

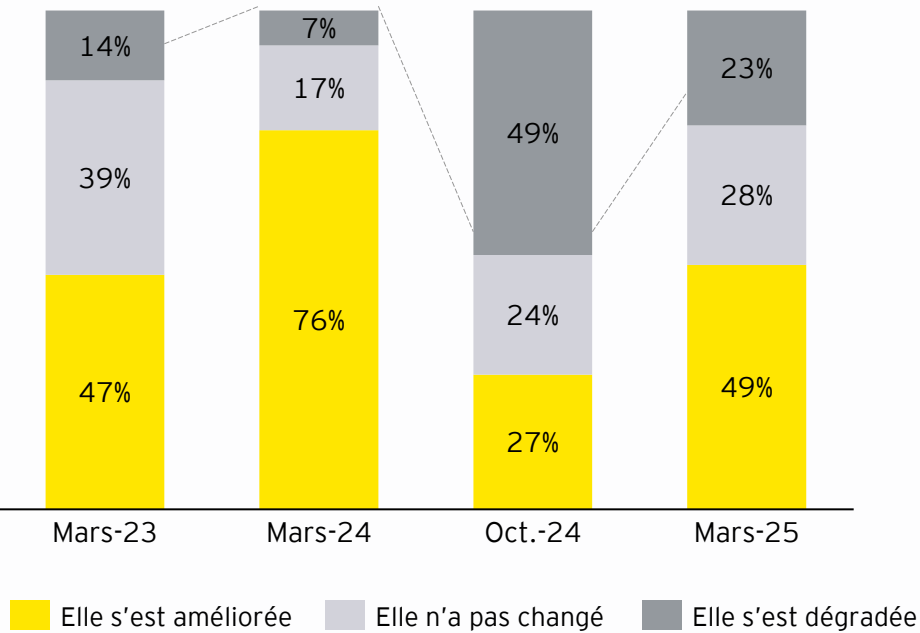
Perspectives

La confiance dans le contexte national et international pèse sur les intentions d'investissement en 2025.

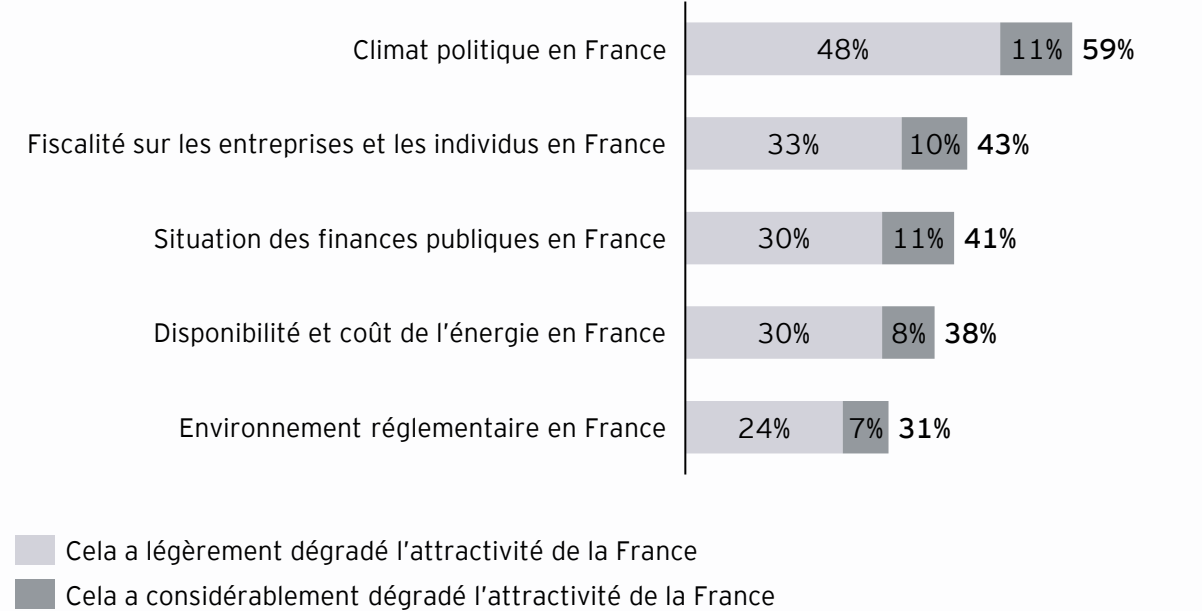
La France, confrontée à une instabilité politique et une situation budgétaire qu'elle n'avait pas connues depuis longtemps, a subi un tassement de la **confiance**, même si la situation s'améliore depuis notre sondage d'octobre 2024.

En octobre dernier, au cœur des discussions sur le futur budget, 49 % des investisseurs étrangers portaient un regard critique sur l'évolution récente de l'attractivité de la France. Aujourd'hui, ils ne sont plus « que » 23 % à estimer que l'attractivité de l'Hexagone s'est dégradée au cours des douze derniers mois. Si certains dirigeants internationaux ont pu être rassurés par la visibilité qu'offre désormais le cadre budgétaire et fiscal, cette proportion demeure élevée en comparaison avec nos enquêtes de mars 2023 et 2024 et s'avère plus importante parmi les entreprises non implantées en France (34 %) et les PME (36 %).

Comment l'attractivité de la France a-t-elle évolué au cours des 12 derniers mois ?



Au cours des 12 derniers mois, comment les évolutions dans les domaines suivants ont-elles impacté l'attractivité de la France pour les investissements étrangers ? Principales réponses uniquement



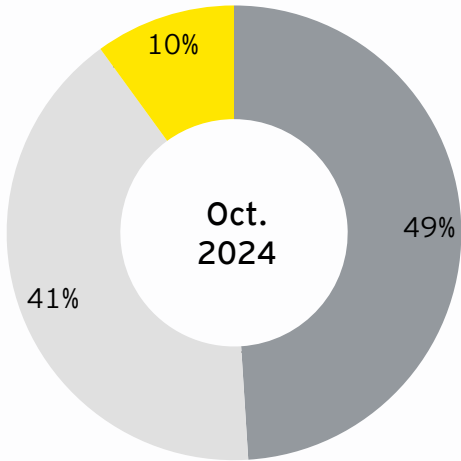
Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025)

Notre enquête de mars 2025 indique que certaines entreprises étrangères ont finalement concrétisé des **projets d'investissement** qu'elles avaient, en octobre 2024, prévu de réduire voire de reporter.

31 % des dirigeants interrogés déclarent avoir réduit ou reporté leurs plans d'investissement en France depuis juin 2024. En comparaison, ils étaient 49 % lors de notre enquête d'octobre dernier. Cette baisse suggère qu'une partie des entreprises de notre panel, à la faveur d'un cadre fiscal et budgétaire plus lisible, ont finalement fait le choix de réaliser dans l'Hexagone les investissements qu'elles avaient initialement réduits ou différés.

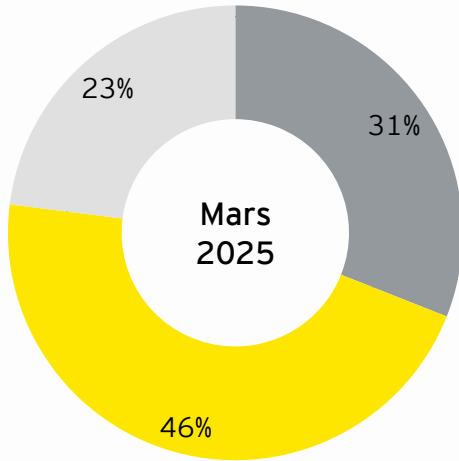
Question posée en octobre 2024

Dans quelle mesure vos plans d'investissement en France ont-ils changé depuis juin 2024 ?



Question posée en mars 2025

Depuis juin 2024, vos projets d'investissement en France ont-ils changé ?



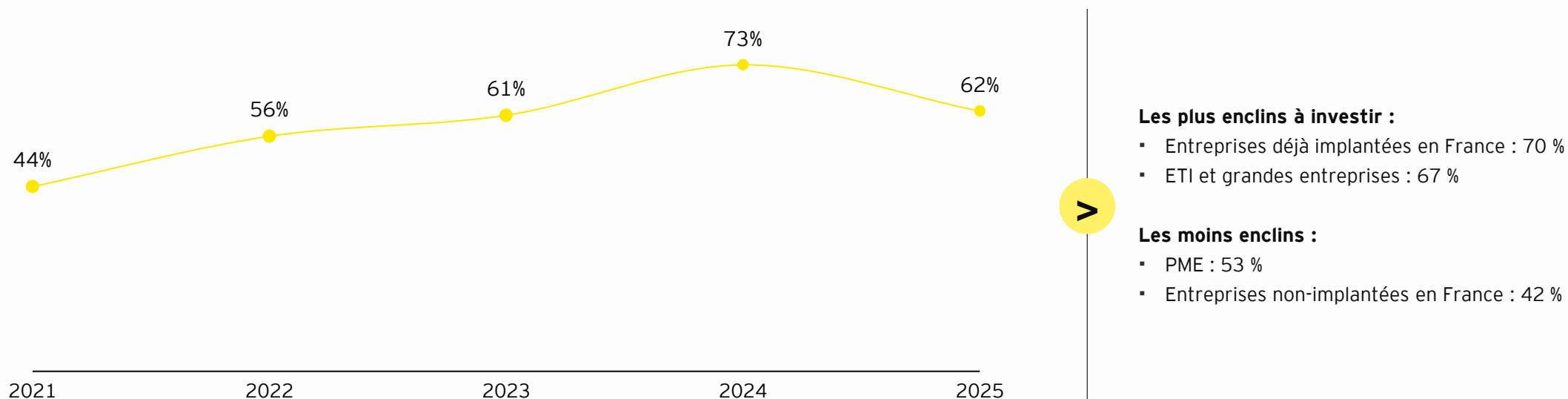
Augmentation des plans d'investissement Aucun changement Réduction des plans d'investissement

Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025)

L'absence de perspectives économiques résolument positives et le durcissement du climat international devraient à nouveau **peser sur les investissements de 2025.**

62 % des dirigeants interrogés prévoient des projets d'investissement immédiats en France en 2025. Bien que la volonté d'investir dans l'Hexagone demeure forte, malgré les contextes économiques et politiques incertains, elle montre néanmoins un certain recul. Lors de notre précédente enquête, en mars 2024, 73 % d'entre eux envisageaient d'implanter ou d'étendre des opérations en France dans les douze mois à venir. Ces perspectives d'investissement concernent l'ensemble des secteurs d'activité, mais nous observons des divergences majeures entre les réponses des patrons de PME et celles des dirigeants d'ETI ou de grandes entreprises (53 % vs. 67 %).

Votre entreprise prévoit-elle de s'implanter ou d'étendre ses opérations en France au cours de l'année à venir ? « Oui » uniquement



Note : Notre enquête, conduite entre février et mars 2025, a coïncidé avec la décision de Donald Trump d'augmenter les droits de douane sur certains produits européens, mais avant l'instauration, le 2 avril 2025, de droits de douane généralisés à tous les pays, baptisée "Liberation Day".

Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025)

Priorités

Les chocs actuels obligent la France et l'Europe à faire des choix forts si elles veulent continuer à compter sur l'échiquier mondial.

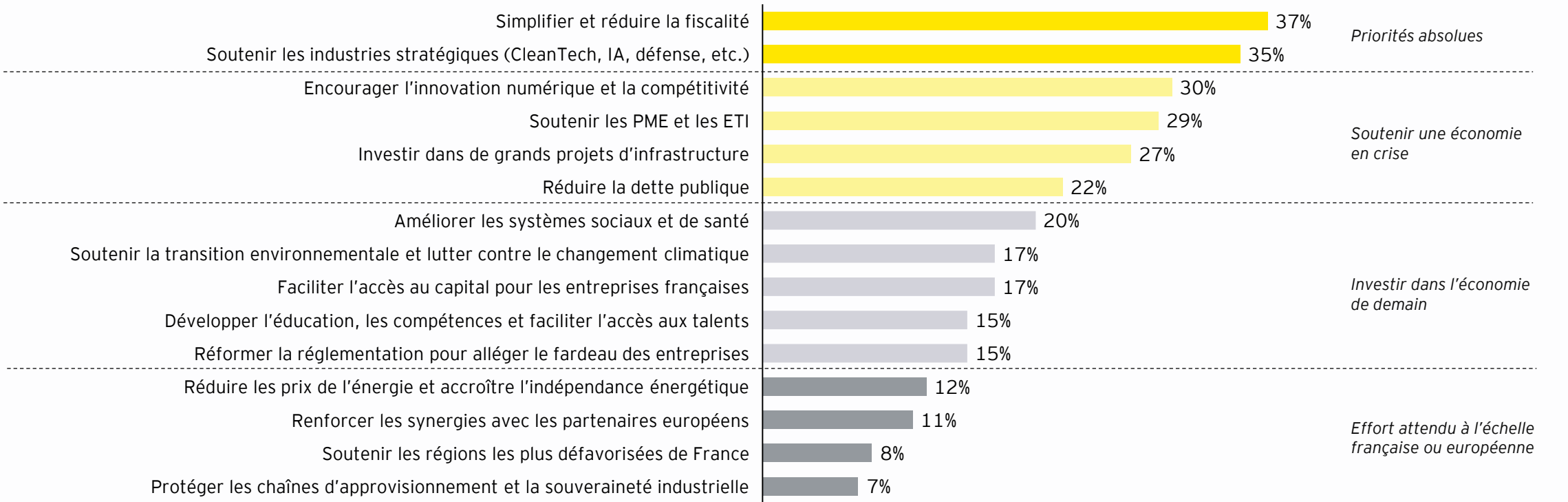
① ② ③ ④ ⑤ ⑥

Pour rebâtir un environnement de confiance et de croissance, la France doit prendre un tournant décisif sur sa **compétitivité** et sa **souveraineté industrielle**, tout en gardant le cap de l'innovation, du soutien à l'entrepreneuriat et de l'investissement dans les infrastructures.



Après une période de constance qui avait retissé la confiance, la France doit se montrer sensible aux critiques sur sa fiscalité et sa compétitivité, et prolonger l'effort engagé depuis dix ans. Les dirigeants interrogés l'invitent également à renforcer significativement les moyens consacrés à la réindustrialisation, à l'innovation et aux infrastructures nécessaires à l'économie de demain. Autre souhait des investisseurs : déployer un véritable effort d'accompagnement des PME et des ETI, en particulier dans leur transformation numérique et environnementale.

Où la France devrait-elle concentrer ses efforts afin de maintenir sa position compétitive dans l'économie mondiale ?



Source : Enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025)

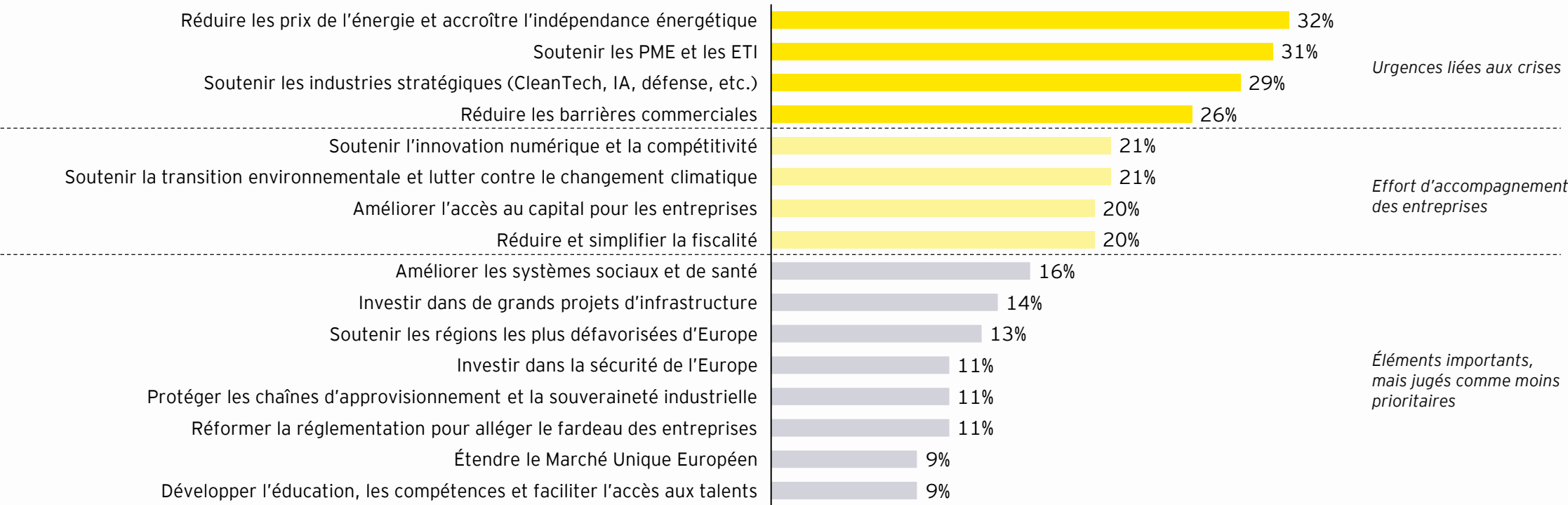


Les dirigeants internationaux attendent également une **réponse européenne**, principalement sur l'indépendance énergétique, le soutien aux PME-ETI, la souveraineté industrielle et la guerre commerciale.



Dans un contexte où la réaction de l'Europe est très attendue afin de résister ensemble au protectionnisme américain et aux ambitions chinoises, en écho aux analyses et prescriptions du rapport Draghi, les dirigeants ont une idée claire du chemin que le Vieux Continent doit emprunter pour renforcer son attractivité et sa compétitivité : réduire les prix de l'énergie et accroître l'indépendance énergétique, alléger la pression sur nos entreprises - en particulier les PME et TPE, soutenir les industries stratégiques et réduire les barrières commerciales.

Où l'Europe devrait-elle concentrer ses efforts afin de maintenir sa position compétitive dans l'économie mondiale ?





Source : Enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025)

Comment redresser et renforcer l'attractivité de la France et de l'Europe, selon les dirigeants interrogés par le Baromètre EY de l'Attractivité ? (1/3)

AXE 1

Renforcer notre compétitivité et notre souveraineté



	Priorités France	Priorités Europe
		
▪ Préserver les marqueurs fiscaux ayant amélioré l'attractivité de la France (CIR, taux d'IS à 25 %, flat tax, baisse des impôts de production, exonérations de charges sur les bas salaires, etc.).	✓	
▪ Limiter en temps et en ampleur les aménagements fiscaux ou réglementaires pour motif d'urgence budgétaire.	✓	
▪ Moderniser le cadre juridique, fiscal et comptable français pour renforcer l'implantation de sièges sociaux européens, de leaders technologiques et de l'industrie financière.	✓	
▪ Simplifier les processus d'appui et de cofinancement de la décarbonation industrielle, en alignement avec les mécanismes d'incitation américains (simplicité des conditionnalités, financement en subventions et crédit d'impôt, etc.).	✓	✓
▪ Garantir la visibilité aux investisseurs dans la décarbonation (relance des appels à projets, réglementation et fiscalité de l'industrie verte, élimination de la surtransposition réglementaire, etc.).	✓	✓
▪ Renforcer le soutien aux PME/ETI et aux secteurs vulnérables pour préserver la résilience économique du tissu productif européen.	✓	✓
▪ Développer une énergie bas-carbone compétitive, en réduisant les dépendances sans exposer l'Europe à des coûts supérieurs à ceux de ses concurrents mondiaux.		✓
▪ Accroître l'autonomie stratégique de l'Europe en renforçant les investissements dans des secteurs clés comme la défense, l'intelligence artificielle et la santé.		✓
▪ Affirmer le rôle de l'Europe dans les tensions commerciales mondiales, en défendant un commerce ouvert, équitable et stratégique		✓

Sources : Enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025) / Analyses EY / Groupes de travail Conférence des Dirigeants et Etats de la France / Rapports Letta & Draghi / CCEF

Comment redresser et renforcer l'attractivité de la France et de l'Europe, selon les dirigeants interrogés par le Baromètre EY de l'Attractivité ? (2/3)

AXE 2

Améliorer l'environnement actuel de l'investissement

	Priorités France	Priorités Europe
		
▪ Conditionner toute augmentation des prélèvements obligatoires à une optimisation de la dépense publique basée sur la maîtrise, la priorisation, la rationalisation et l'évaluation.	✓	
▪ Réduire prioritairement la dette, le déficit et la pression fiscale par une diminution de la dépense publique impliquant l'État, ses opérateurs, les collectivités territoriales et les acteurs de la protection sociale, sans compromettre la croissance, l'emploi et l'innovation.	✓	
▪ Accélérer les délais d'implantation et simplifier les procédures d'autorisation pour les sites industriels, tout en facilitant l'accès au foncier économique.	✓	
▪ Renforcer l'exemplarité dans la gestion des finances publiques pour asseoir la crédibilité de l'action publique.	✓	✓
▪ Relancer la simplification administrative pour alléger les contraintes sur les acteurs économiques.	✓	✓
▪ Assurer une plus grande prévisibilité des financements publics pour stimuler l'investissement dans les filières stratégiques (mobilité, énergie, santé, alimentation, etc.) et la transition énergétique.	✓	✓
▪ Mettre en place des contreparties aux aides, crédits d'impôt et subventions accordés par l'État, les Régions, l'Europe afin d'optimiser la dépense publique et de responsabiliser les parties prenantes (privées et publiques).		✓
▪ Répondre aux besoins d'investissement massifs dans les infrastructures et les secteurs stratégiques, avec la mise en place de l'Union des Marchés de Capitaux et la mobilisation de l'épargne privée.		✓
▪ Construire une stratégie d'attractivité européenne (« Choose Europe ») afin d'attirer les investissements internationaux critiques dans l'industrie et la technologie et devenir une alternative crédible et compétitive face aux États-Unis et à la Chine.		✓

Sources : Enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025) / Analyses EY / Groupes de travail Conférence des Dirigeants et Etats de la France / Rapports Letta & Draghi / CCEF

Comment redresser et renforcer l'attractivité de la France et de l'Europe, selon les dirigeants interrogés par le Baromètre EY de l'Attractivité ? (3/3)

AXE 3

Investir dans les compétences critiques de demain

- Rester à la pointe de l'innovation en renforçant la recherche et la création d'entreprises innovantes (CIR, JEI, etc.) et en facilitant le financement pour soutenir l'innovation de rupture (élargir les incitations pour les investisseurs, faciliter le co-investissement dans des projets d'envergure, etc.).
- Soutenir les filières d'excellence (aéronautique, luxe, nucléaire) et les hubs technologiques (IA, santé, deep tech, notamment via France 2030).
- Investir dans la formation pour développer les compétences utiles à l'innovation et à la productivité (réforme de l'apprentissage, montée en compétence digitale, implication des partenaires sociaux, etc.).
- Renforcer l'accompagnement des PME et des ETI dans leur transformation numérique afin d'optimiser leur offre, améliorer leur compétitivité, moderniser leur appareil de production et se positionner sur l'adoption de l'IA pour gagner en productivité.
- Investir dans les infrastructures critiques d'éducation, de proximité et de protection de l'environnement afin de garantir la cohésion sociale, l'égalité territoriale et d'anticiper les risques climatiques.
- Piloter la transition numérique et la révolution de l'IA, tout en garantissant l'alignement de l'innovation avec des standards éthiques exigeants.
- Réduire les fragmentations politiques, sociales et économiques et réaffirmer un projet européen fédérateur, inclusif et efficace.

Priorités
France



Priorités
Europe



Sources : Enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025) / Analyses EY / Groupes de travail Conférence des Dirigeants et Etats de la France / Rapports Letta & Draghi / CCEF

Annexes

Données et analyses détaillées

Tableau des annexes

Thématique	Annexe
Profil des IDE en France	Principaux secteurs accueillant des projets d'IDE en France en 2024
Profil des IDE en France	Répartition des investissements étrangers en France, au Royaume-Uni et en Allemagne en 2024, par secteur d'activité
Profil des IDE en France	Principales activités accueillant des projets d'IDE en France en 2024
Profil des IDE en France	Principales activités accueillant des projets d'IDE en France, au Royaume-Uni et en Allemagne en 2024
Profil des IDE en France	Principaux pays d'origine des projets d'IDE en France en 2024
Profil des IDE en France	Principaux pays d'origine des projets d'IDE en France, au Royaume-Uni et en Allemagne en 2024
Profil des IDE en France	Concurrence entre métropoles françaises - Perception auprès des investisseurs étrangers
Profil des IDE en France	Concurrence entre métropoles françaises - Nombre de projets d'IDE et emplois créés en 2024
Compétition européenne	Concurrence entre métropoles européennes - Perception auprès des investisseurs étrangers
Compétition européenne	Principales régions d'accueil des investissements étrangers en Europe en 2024
Compétition européenne	Principales régions d'accueil des investissements industriels et dans les centres de R&D en Europe en 2024
Compétition européenne	Concurrence entre pays européens - Perception auprès des investisseurs étrangers
Compétition européenne	Pays d'accueil des investissements étrangers les plus intenses en emplois en Europe
Compétition européenne	Projets les plus intenses en emplois recensés en 2024 au sein des principaux pays d'accueil des investissements étrangers en Europe
Compétition européenne	Principaux pays d'accueil des investissements étrangers en provenance de France en Europe en 2024
Méthodologie	Profil des 200 dirigeants internationaux interrogés entre février et mars 2025

Principaux secteurs accueillant des projets d'IDE en France en 2024

Deux des trois secteurs ayant attiré le plus d'investissements étrangers en 2024 étaient déjà présents sur le podium en 2023 : le numérique (logiciels et services IT) et la construction d'équipements de transport. Toutefois, ces secteurs ont enregistré une baisse du nombre de projets reçus, respectivement de 4 % et de 30 %. Avec 90 projets, le secteur des services aux entreprises et aux professionnels complète ce trio de tête. En matière d'emplois, la lecture est légèrement différente : en 2024, les investissements étrangers ont créé plus d'emplois dans les transports et la logistique que dans tout autre secteur en France.

Nombre de projets d'investissements étrangers en France en 2024, par secteur d'activité

Secteur	En nb.	Evol. vs. 23	En%
Logiciels et services IT	129	-4 %	13 %
Services aux entreprises et aux professionnels	90	=	9 %
Constructeurs et fabricants de moyen de transport	89	-30 %	9 %
Transport et logistique	81	-11 %	8 %
Energie	74	+14 %	7 %
Equipements industriels	69	-25 %	7 %
Agroalimentaire	68	+11 %	7 %
Construction	66	+43 %	6 %
Electronique	66	-21 %	6 %
Ameublement, bois et verre	57	-20 %	6 %
Autres	236	-29 %	22 %
Total	1 025	-14 %	100 %

Nombre d'emplois créés par les projets d'IDE en France en 2024, par secteur d'activité


Secteur	En nb.	Evol. vs. 23	En%
Transport et logistique	3 638	+13 %	13 %
Logiciels et services IT	3 608	-17 %	12 %
Constructeurs et fabricants de moyen de transport	3 063	-57 %	11 %
Services aux entreprises et aux professionnels	2 472	-19 %	9 %
Electronique	2 295	-10 %	8 %
Agroalimentaire	2 065	+21 %	7 %
Energie	1 975	+45 %	7 %
Construction	1 495	+18 %	5 %
Equipements industriels	1 423	-46 %	5 %
Commerce et distribution	1 314	+49 %	5 %
Autres	5 652	-51 %	18 %
Total	29 000	-27%	100 %


Source : EY European Investment Monitor 2025




Répartition des investissements étrangers en France, au Royaume-Uni et en Allemagne en 2024, par secteur d'activité

La France bénéficie d'une grande diversité de savoir-faire sectoriels, ce qui permet aux investissements internationaux de se déployer dans l'ensemble des secteurs de l'économie. En 2024, les cinq principaux secteurs ayant attiré des investissements directs étrangers (IDE) ne concentrent que 46 % des projets enregistrés dans le pays, contre 53 % au Royaume-Uni et 58 % en Allemagne.

		
Secteur	En nb.	En %
Logiciels et services IT	129	13 %
Services aux entreprises et aux professionnels	90	9 %
Constructeurs et fabricants de moyen de transport	89	9 %
Transport et logistique	81	8 %
Energie	74	7 %
Equipements industriels	69	7 %
Agroalimentaire	68	7 %
Construction	66	6 %
Electronique	66	6 %
Ameublement, bois et verre	57	6 %
Autres	236	22 %
Total	1 025	100 %

		
Secteur	En nb.	En %
Logiciels et services IT	161	19 %
Constructeurs et fabricants de moyen de transport	75	9 %
Services aux entreprises et aux professionnels	74	9 %
Finance	73	8 %
Equipements industriels	71	8 %
Agroalimentaire	65	8 %
Energie	39	4 %
Santé et actions sociales	34	4 %
Electronique	33	4 %
Pharmaceutique	33	4 %
Autres	195	23 %
Total	853	100 %

		
Secteur	En nb.	En %
Logiciels et services IT	92	15 %
Services aux entreprises et aux professionnels	91	15 %
Equipements industriels	71	12 %
Electronique	55	9 %
Transport et logistique	43	7 %
Constructeurs et fabricants de moyen de transport	39	6 %
Finance	32	5 %
Energie	28	5 %
Chimie et plasturgie	28	5 %
Pharmaceutique	22	4 %
Autres	107	17 %
Total	608	100 %

Source : EY European Investment Monitor 2025

Principales activités accueillant des projets d'IDE en France en 2024

En 2024, quatre projets sur dix sont une implantation ou une extension d'usine - et ce, quand bien même le nombre de projets industriels portés par les entreprises à capitaux étrangers a reculé de 28 %. Près de 12 000 emplois ont été créés par les industriels étrangers en France en 2024.

Nombre de projets d'investissements étrangers en France en 2024, par typologie d'activité

Activité	En nb.	Evol. vs. 23	En %
Sites de production	415	-28 %	40 %
Centres de services aux entreprises	209	-4 %	20 %
Activités de marketing et ventes	141	+17 %	14 %
Centres de R&D	104	-18 %	10 %
Plateformes logistiques	95	-28 %	9 %
Centres de décisions	47	=	5 %
Autres	14	=	2 %
Total	1 025	-14 %	100%

Nombre d'emplois créés par les projets d'IDE en France en 2024, par typologie d'activité

Activité	En nb.	Evol. vs. 23	En %
Sites de production	12 304	-40 %	42 %
Centres de services aux entreprises	5 873	-21 %	20 %
Plateformes logistiques	5 158	+12 %	18 %
Centres de R&D	2 798	-22 %	10 %
Activités de marketing et ventes	1 643	-3 %	6 %
Centres de décisions	666	-60 %	2 %
Autres	558	+100 %	2 %
Total	29 000	-27 %	100 %




Note : la catégorie « autres » comprend les investissements réalisés dans les data centers, les centres de formation et les activités de « testing et de servicing ».

Source : EY European Investment Monitor 2025



Principales activités accueillant des projets d'IDE en France, au Royaume-Uni et en Allemagne en 2024

La nature des investissements étrangers en France se distingue nettement de celle observée en Allemagne et au Royaume-Uni. Dans l'Hexagone, 40 % des IDE concernent des implantations ou des extensions de sites industriels, contre seulement 30 % en Allemagne et 21 % au Royaume-Uni. Ce dernier se positionne davantage comme une destination privilégiée pour les centres de services, notamment dans les activités financières et numériques.

								
Activité	En nb.	En %	Activité	En nb.	En %	Activité	En nb.	En %
Sites de production	415	40 %	Centres de services aux entreprises	256	30 %	Sites de production	173	28 %
Centres de services aux entreprises	209	20 %	Sites de production	183	21 %	Centres de services aux entreprises	161	26 %
Activités de marketing et ventes	141	14 %	Activités de marketing et ventes	141	17 %	Activités de marketing et ventes	83	14 %
Centres de R&D	104	10 %	Centres de R&D	94	11 %	Centres de R&D	64	11 %
Plateformes logistiques	95	9 %	Centres de décisions	86	10 %	Plateformes logistiques	51	8 %
Centres de décisions	47	5 %	Plateformes logistiques	48	6 %	Centres de décisions	33	5 %
Autres	14	2 %	Autres	45	5 %	Autres	43	8 %
Total	1 025	100 %	Total	853	100 %	Total	608	100 %

Note : la catégorie « autres » comprend les investissements réalisés dans les data centers, les centres de formation et les activités de « testing et de servicing ».

Source : EY European Investment Monitor 2025



Principaux pays d'origine des projets d'IDE en France en 2024

En 2024, les entreprises américaines conservent leur place historique à la tête des investisseurs étrangers en France, devant les entreprises allemandes et belges. Cependant, elles ne représentent plus que 19 % du total des investissements, loin des pourcentages des années 2010 (32 % en 2012, par exemple).

Nombre de projets d'investissements étrangers en France et emplois créés en 2024, par pays d'origine




Pays d'origine	En nb. projets	Evol. vs. 23	En %	En nb. d'emplois	Evol vs. 23	En %
Etats-Unis	192	-12 %	19 %	7 097	+22 %	24 %
Allemagne	136	-34 %	13 %	4 156	-28 %	14 %
Belgique	83	-7 %	8 %	2 225	-32 %	8 %
Royaume-Uni	76	-1 %	7 %	2 274	-4 %	8 %
Italie	76	+12 %	7 %	1 477	-17 %	6 %
Suisse	57	-25 %	6 %	1 425	-64 %	5 %
Canada	51	-2 %	5 %	1 085	-38 %	5 %
Japon	41	-32 %	4 %	1 425	-48 %	4 %
Pays-Bas	39	-59 %	4 %	1 824	-23 %	4 %
Espagne	36	-8 %	4 %	766	-16 %	3 %
Suède	34	18 %	3 %	568	-14 %	3 %
Chine	27	-11 %	3 %	944	+1 %	2 %
Irlande	24	-25 %	2 %	535	-53 %	2 %
Luxembourg	14	=	1 %	448	+33 %	2 %
Danemark	13	15 %	1 %	246	-52 %	1 %
Autres	126	-27 %	13 %	2 505	-16 %	9 %
Total	1 025	-14 %	100 %	29 000	-27 %	100 %

Source : EY European Investment Monitor 2025



Principaux pays d'origine des projets d'IDE en France, au Royaume-Uni et en Allemagne en 2024

L'origine des investissements étrangers reflète souvent le poids de l'histoire et la nature des relations entre les États. En 2024, deux pays du Commonwealth - l'Inde et l'Australie - figurent ainsi parmi les dix premiers investisseurs étrangers au Royaume-Uni. En Allemagne, la Turquie se hisse parmi les cinq principaux pays investisseurs, avec 46 projets recensés. Fait marquant outre-Rhin : pour la première fois, la Chine devient le premier investisseur étranger du pays, devançant les États-Unis.

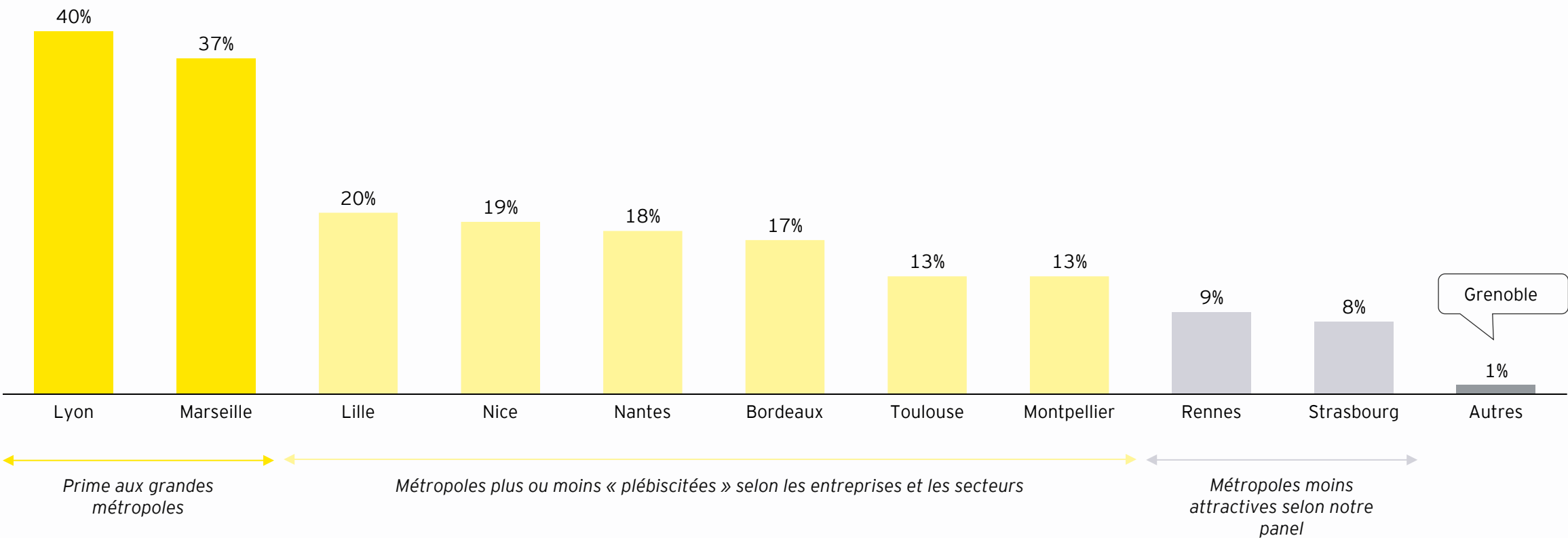
								
Pays d'origine	En nb.	En %	Pays d'origine	En nb.	En %	Pays d'origine	En nb.	En %
Etats-Unis	192	19 %	Etats-Unis	202	24 %	Chine	96	16 %
Allemagne	136	13 %	Inde	71	8 %	Etats-Unis	90	15 %
Belgique	83	8 %	France	50	6 %	Royaume-Uni	48	8 %
Royaume-Uni	76	7 %	Allemagne	46	5 %	Suisse	47	8 %
Italie	76	7 %	Irlande	41	5 %	Turquie	46	8 %
Suisse	57	6 %	Japon	31	4 %	Japon	34	6 %
Canada	51	5 %	Pays-Bas	29	3 %	Autriche	27	4 %
Japon	41	4 %	Suède	26	3 %	France	22	4 %
Pays-Bas	39	4 %	Australie	26	3 %	Pays-Bas	19	3 %
Espagne	36	4 %	Turquie	23	3 %	Inde	16	3 %
Autres	238	23 %	Autres	308	36 %	Autres	163	25 %
Total	1 025	100 %	Total	853	100 %	Total	608	100 %

Source : EY European Investment Monitor 2025

Concurrence entre métropoles françaises - Perception auprès des investisseurs étrangers

Aux yeux des investisseurs internationaux, les deux grandes métropoles françaises - Lyon (40 %) et Marseille (37 %) - font la course en tête. Nos précédentes éditions ont mis en évidence les solides fondamentaux dont bénéficie la capitale des Gaules : une excellente connexion au reste de l'Europe, un réseau d'établissements d'enseignement supérieur de qualité et un important ancrage industriel. Derrière ce duo, la concurrence d'image est vive. Lille, idéalement située au cœur de la mégapole européenne, parvient à se distinguer et capte l'attention de 20 % des dirigeants.

Au cours des trois prochaines années, laquelle des villes françaises suivantes (à l'exclusion de Paris) sera la plus attractive pour les investissements étrangers ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025)

Concurrence entre métropoles françaises – Nombre de projets d’IDE et emplois créés en 2024

La répartition des investissements étrangers reflète en grande partie la perception des dirigeants (voir page précédente). Avec respectivement 48 et 36 projets recensés en 2024, Lyon et Marseille confirment leur statut de métropoles phares. Toulouse complète le trio de tête, portée par de nombreux investissements dans le secteur de l’aéronautique, suivie par Lille et Nantes.

Nombre de projets d’investissements étrangers et emplois créés dans les métropoles et territoires de plus de 200 000 habitants en 2024 (hors métropole du Grand Paris)

Métropoles et territoires de plus de 200 000 habitants	En nb. projets	En nb. emplois
Métropole de Lyon	48	871
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	36	803
Toulouse Métropole	30	993
Métropole Européenne de Lille	21	769
Nantes Métropole	20	455
Bordeaux Métropole	11	135
Grenoble-Alpes-Métropole	10	210
CA du Grand Annecy	9	241
Rennes Métropole	9	240
Métropole Nice Côte d'Azur	8	318
Autres	128	4 861
Total	330	9 896

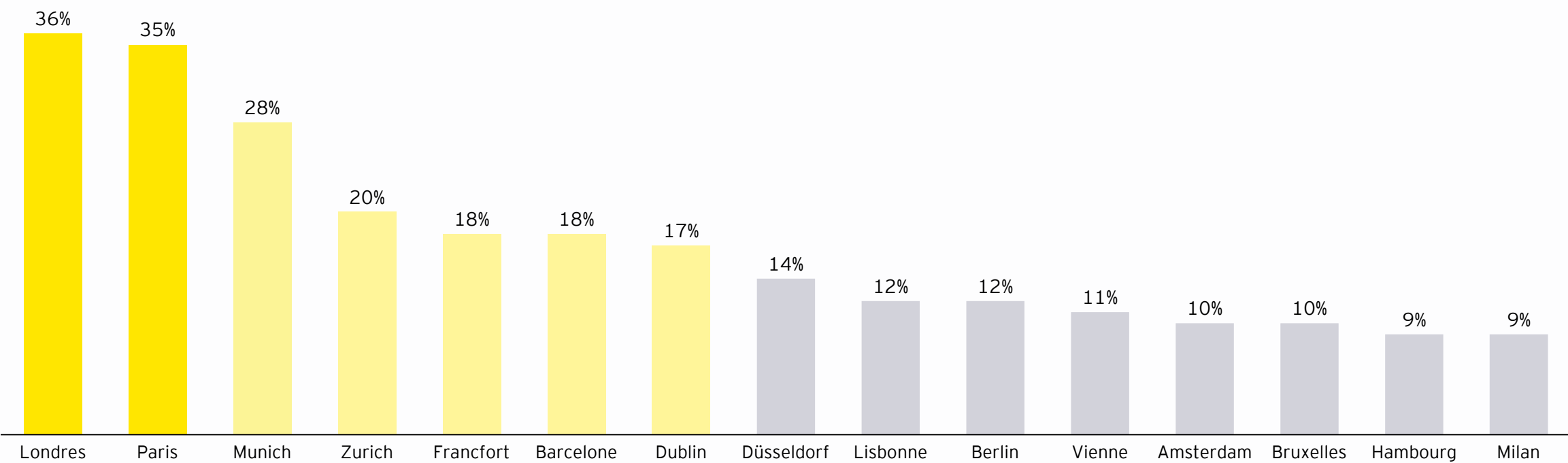
Source : EY European Investment Monitor 2025



Concurrence entre métropoles européennes – Perception auprès des investisseurs étrangers

36 % des dirigeants classent Londres parmi les trois premières villes d'investissement cette année (contre 32 % en 2024), soit un peu plus que les 35 % de Paris (contre 31 % en 2024). Clairement, ces deux métropoles font la course en tête et distancent le peloton. Munich monte sur la troisième marche du podium (28 %), devant Zurich (20 %), portée en partie par les réponses des entreprises de l'industrie pharmaceutique. La structure décentralisée de l'Allemagne lui confère quatre villes parmi les dix plus prisées par les investisseurs internationaux. Aucun autre pays n'est représenté par plus d'une ville dans le top 10.

Quelles villes européennes seront les plus attractives pour les investissements étrangers en 2025 ?



Source : enquête auprès de 500 dirigeants internationaux (janvier - février 2025)

Principales régions d'accueil des investissements étrangers en Europe en 2024

Au classement des régions européennes, le Grand Londres (265 projets) devance l'Île-de-France (258). Ces deux régions se détachent nettement de leurs concurrentes. En outre, en plus de l'Île-de-France, trois autres régions françaises figurent parmi les 15 premières d'Europe : l'Auvergne-Rhône-Alpes (4^e, 146 projets), les Hauts-de-France (10^e, 101 projets) et le Grand Est (12^e, 91 projets).

Principales régions d'accueil des projets d'investissements étrangers en Europe en 2024

Régions (principale ville)	Nb. de projets en 2024	Evolution vs. 2023	Nb. d'emplois créés en 2024
Grand Londres (Londres)	265	-26 %	10 102
Île-de-France (Paris)	258	-14 %	6 672
Nord-Rhénanie-Westphalie (Düsseldorf)	180	-9 %	6 497
Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon)	146	-13 %	2 529
Flandres (Anvers)	137	-6 %	4 602
Ecosse (Edimbourg)	135	-5 %	4 330
Bavière (Munich)	124	-2 %	3 136
Lombardie (Milan)	116	+27 %	2 615
Catalogne (Barcelone)	107	-9 %	9 613
Hauts-de-France (Lille)	101	-8 %	4 524
Grand Lisbonne (Lisbonne)	93	-9 %	7 342
Grand Est (Strasbourg)	91	-24 %	2 251
Midlands de l'Ouest (Birmingham)	87	-31 %	4 866
Communauté Autonome de Madrid (Madrid)	87	+18 %	5 129
Nord Ouest de l'Angleterre (Manchester)	84	+24 %	2 714
Autres	3 372	-2 %	192 818
Total	5 383	-5 %	269 740

Source : EY European Investment Monitor 2025



Principales régions d'accueil des investissements industriels et dans les centres de R&D en Europe en 2024

Principale destination en Europe pour les investissements industriels et dans la R&D, la France est bien représentée au sein des classements régionaux. Sept régions françaises figurent parmi les 15 principales régions en nombre de projets dans les sites de production. Dans la R&D, quatre régions « seulement » sont représentées, mais l'Île-de-France occupe la tête, portée par la densité de son écosystème scientifique et technologique.

Principales régions d'accueil des projets d'investissements étrangers industriels en Europe en 2024, en nombre de projets

Régions (principale ville)	En nb.	Evol. vs. 23
Région de Marmara Orientale (Bursa)	71	+18 %
Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon)	68	-23 %
Grand Est (Strasbourg)	59	-23 %
Hauts-de-France (Lille)	50	-28 %
Pays-de-la-Loire (Nantes)	44	+22 %
Flandres (Anvers)	40	-9 %
Ecosse (Edimbourg)	39	-13 %
Égée (Izmir)	39	-9 %
Bourgogne-Franche-Comté (Dijon)	32	-44 %
Midlands de l'Ouest (Birmingham)	30	=
Catalogne (Barcelone)	29	+12 %
Grand Istanbul (Istanbul)	29	-26 %
Centre-Val de Loire (Orléans)	28	+17 %
Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Düsseldorf)	28	+75 %
Occitanie (Toulouse)	27	-41 %
Autres	981	-6 %
Total	1 594	-9 %

Principales régions d'accueil des projets d'investissements étrangers dans les centres de R&D en Europe en 2024, en nombre de projets

Régions (principale ville)	En nb.	Evol. vs. 23
Île-de-France (Paris)	31	-14 %
Flandres (Anvers)	24	+100 %
Provence-Alpes-Côte-D'azur (Marseille)	19	+90 %
Grand Londres (Londres)	19	+73 %
Ecosse (Edimbourg)	17	+113 %
Sud Est de l'Angleterre (Brighton and Hove)	17	+31 %
Catalogne (Barcelone)	15	-6 %
Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon)	14	-36 %
Bavière (Munich)	13	+18 %
Occitanie (Toulouse)	11	-50 %
Bade-Wurtemberg (Stuttgart)	10	-57 %
Grand Istanbul (Istanbul)	10	+100 %
Nord-Ouest de l'Angleterre (Manchester)	9	=
Midlands de l'Ouest (Birmingham)	9	+80 %
Madrid (Madrid)	9	+200 %
Autres	272	-63 %
Total	499	+3 %

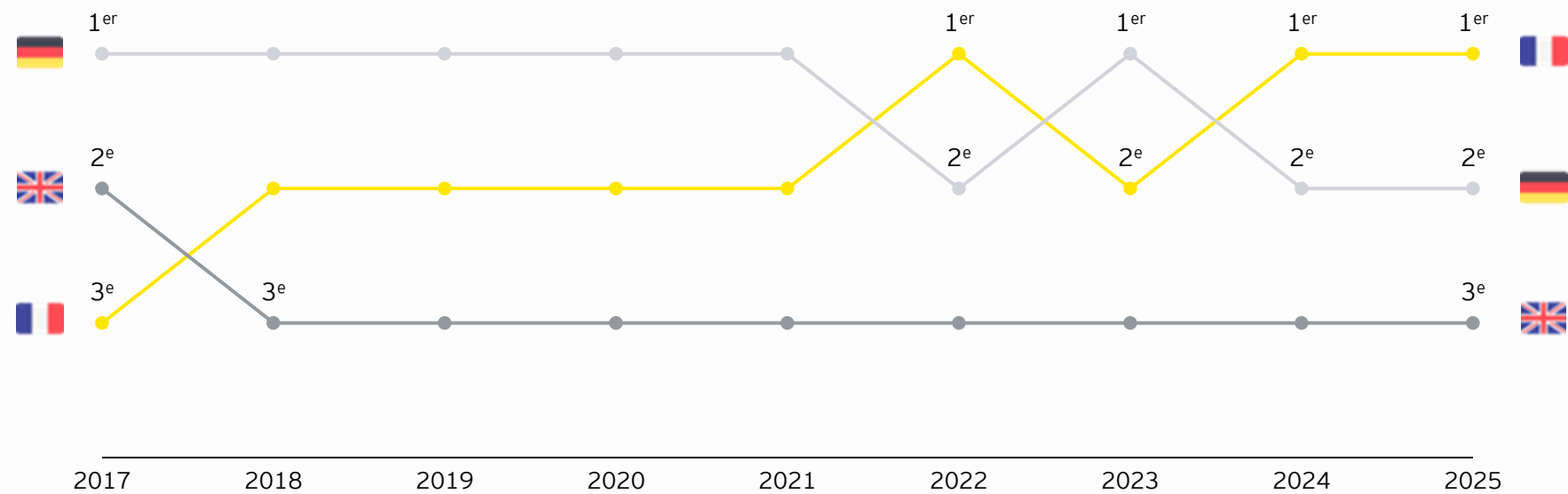
Source : EY European Investment Monitor 2025



Concurrence entre pays européens – Perception auprès des investisseurs étrangers (1/2)

Cette année encore, notre enquête de perception place la France en tête des pays les plus attractifs en Europe pour les investissements étrangers, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni. Avec 35 % d'opinions favorables (vs. 26 % et 24 % pour l'Allemagne et le Royaume-Uni), l'Hexagone occupe une position traditionnellement occupée par l'Allemagne, dont l'image, bien qu'écornée par les difficultés économiques et les incertitudes politiques, reste celle d'un pays moteur en Europe.

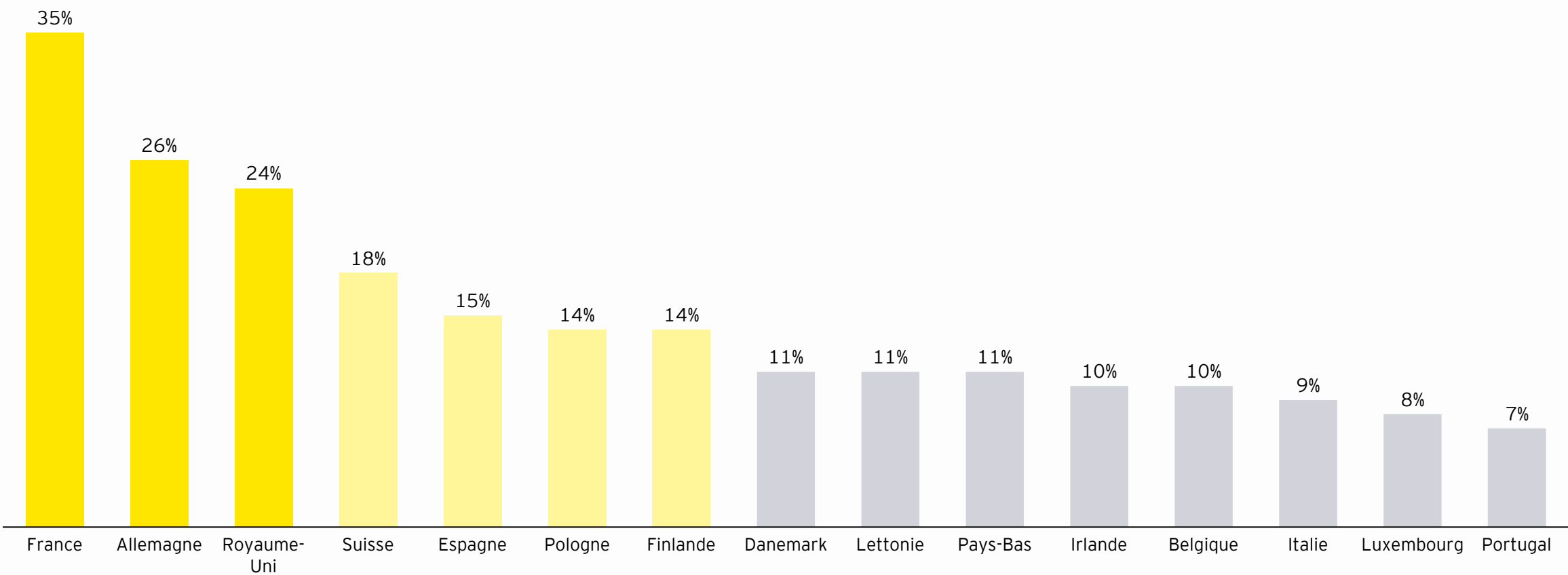
Quels pays européens sont les plus attractifs pour les investissements étrangers ?
3 réponses possibles uniquement



Source : enquête auprès de 500 dirigeants internationaux (janvier - février 2025)

Concurrence entre pays européens – Perception auprès des investisseurs étrangers (2/2)

Quels seront les pays européens les plus attractifs pour les investissements étrangers en 2025 ?

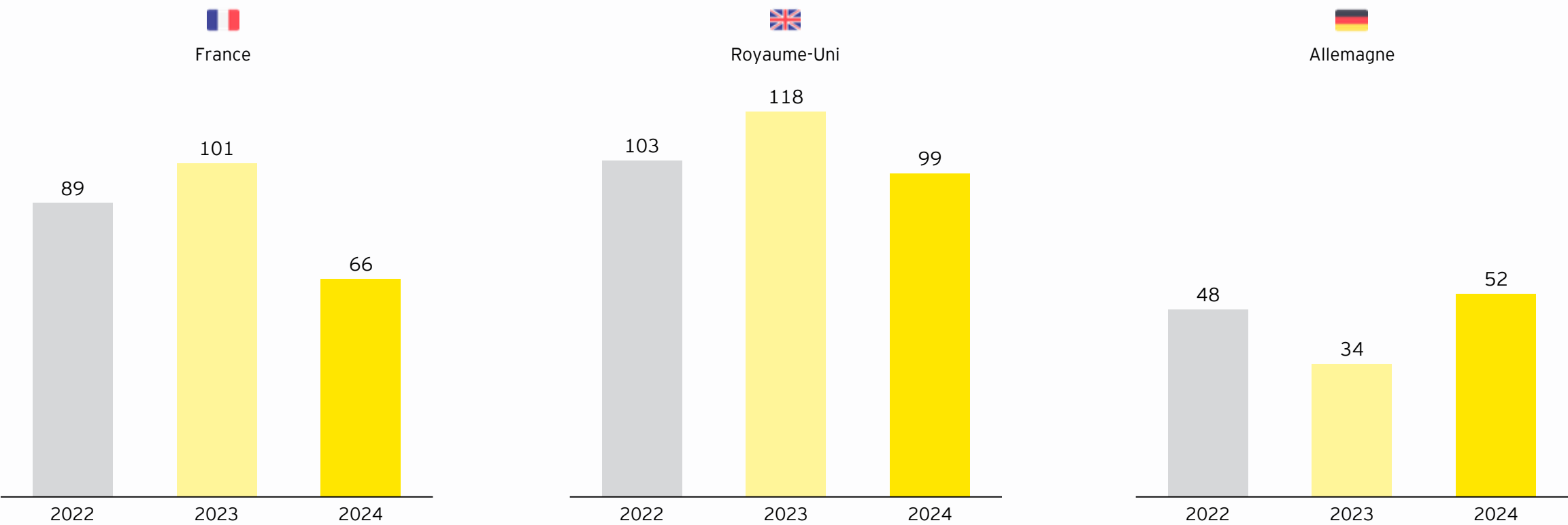


Source : enquête auprès de 500 dirigeants internationaux (janvier - février 2025)

Pays d'accueil des investissements étrangers les plus intenses en emplois en Europe

En 2024, les trois principales économies européennes ont enregistré un recul du nombre de projets à forte intensité en emplois par rapport à l'année précédente. La France en a néanmoins attiré 66, soit 14 de plus que l'Allemagne, mais 33 de moins que le Royaume-Uni, qui conserve son avance sur ce segment.

Répartition des projets d'IDE ayant créé plus de 100 emplois, par pays de destination



Source : EY European Investment Monitor 2025

Exemples de projets fortement créateurs d'emplois recensés en 2024 parmi les principaux pays d'accueil des IDE en Europe (1/3)

Pays	Entreprise	Localisation	Description	Nb d'emplois créés
France	Toyota Motor	Onnaing	L'entreprise japonaise a indiqué vouloir transformer 600 emplois précaires en contrats à durée indéterminée sur son site de production à Onnaing, où elle produit des véhicules hybrides.	600
	Lidl	Ablis	Lidl annonce vouloir renforcer sa présence en Île-de-France avec un nouveau siège à Châtenay-Malabry et la création de sa plus grande plateforme logistique française à Ablis. Celle-ci devrait créer environ 300 emplois.	300
	Livista Energy	Le Havre	Livista Energy a choisi le port du Havre pour y construire son usine de raffinage de lithium. Le groupe espère y produire 40 000 tonnes d'or blanc à partir de 2028, de quoi équiper 750 000 voitures électriques. La société estime que son activité va créer 300 emplois directs et générer 1 200 emplois indirects.	300
Royaume-Uni	Amazon	Leeds	Le géant du e-commerce Amazon a annoncé l'ouverture d'un nouveau centre de traitement des commandes à Leeds, au nord de l'Angleterre. Cet investissement de 500 millions de livres sterling s'inscrit dans la stratégie d'expansion logistique du groupe au Royaume-Uni. Le site, présenté comme l'un des plus avancés technologiquement du pays, permettra la création de plus de 2 000 emplois, renforçant ainsi la présence d'Amazon dans la région.	2 000
	Siemens	Oxford	Le groupe allemand Siemens Healthineers a annoncé la création d'un nouveau site de conception et de production à Oxford. L'installation représente un investissement de 250 millions de livres sterling et sera spécialisée dans la fabrication d'aimants supraconducteurs destinés aux scanners IRM utilisés dans les établissements de santé du monde entier.	700
	GE Vernova	Strafford	GE Vernova a annoncé l'extension de ses installations industrielles à Stafford. Cet investissement vise à répondre à la demande croissante en systèmes de transmission en courant continu haute tension (HVDC), essentiels pour alimenter les projets d'énergies renouvelables en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. L'initiative s'inscrit également dans le cadre du soutien à la transition énergétique du Royaume-Uni.	600

Source : EY European Investment Monitor 2025



Exemples de projets fortement créateurs d'emplois recensés en 2024 parmi les principaux pays d'accueil des IDE en Europe (2/3)

Pays	Entreprise	Localisation	Description	Nb d'emplois créés
Allemagne	Thalia	Marl	Le distributeur de livres Thalia va investir 100 millions d'euros dans la construction d'un centre de production et de logistique à Marl, en Allemagne. Implanté sur un terrain de 12,5 hectares, le site approvisionnera les librairies du groupe à travers le pays et servira également de plateforme pour le traitement des commandes en ligne. Ce projet marque une étape stratégique pour Thalia dans l'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement.	800
	MSC	Hambourg	MSC Port étend ses activités à Hambourg, en Allemagne, en établissant un nouveau siège qui accueillera 700 employés. Cette initiative stratégique s'inscrit dans le cadre d'une collaboration plus large avec la municipalité locale visant à améliorer les opérations et les services portuaires. Le projet a pour objectif de renforcer la présence de MSC dans la région et d'optimiser l'efficacité logistique. Le nouveau siège devrait jouer un rôle clé dans la gestion de la demande croissante en matière de commerce maritime et de logistique dans la zone	700
	McCain Foods	Lehrte	Le groupe agroalimentaire canadien a annoncé l'implantation d'une nouvelle usine de production de frites à Lehrte. Le site a été sélectionné en raison de sa bonne desserte logistique et de la proximité avec les zones agricoles. Le projet s'inscrit dans l'ambition de McCain de renforcer ses capacités de production en Europe pour répondre à une demande croissante.	650
Espagne	Astra Zeneca	Barcelone	AstraZeneca va transférer ses activités barcelonaises dans un nouveau bâtiment, avec à la clé la création de 1 000 emplois. Le groupe pharmaceutique ambitionne de faire de ce site l'un des plus grands centres d'excellence et d'innovation clinique en Europe. Ce développement s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer le rôle de l'Espagne comme acteur majeur de la recherche scientifique à l'échelle mondiale.	1 000
	BP	Castellón	BP a validé l'investissement dans un projet de production d'hydrogène vert au sein de sa raffinerie de Castellón, en Espagne, dans la région de Valence. Le projet, nommé HyVal, visera à développer une capacité de 25 MW.	1 700
	Amazon	Alava	Amazon poursuit l'expansion de son réseau logistique en Espagne en acquérant un terrain dans la province d'Alava, via sa filiale Amazon Spain Fulfillment. Ce nouvel investissement, qui devrait créer à terme 1 500 emplois, complète son infrastructure existante. Celle-ci comprend déjà une station logistique à Trapagaran, dans la province de Biscaye. L'entreprise prévoit également de se développer en Asturies, renforçant ainsi sa présence dans le nord du pays pour soutenir ses opérations de livraison et son commerce en ligne.	1 500

Source : EY European Investment Monitor 2025

Exemples de projets fortement créateurs d'emplois recensés en 2024 parmi les principaux pays d'accueil des IDE en Europe (3/3)

Pays	Entreprise	Localisation	Description	Nb d'emplois créés
Turquie	BYD	Manisa	Forvia, l'équipementier automobile issu de la fusion entre Faurecia et Hella, a annoncé l'élargissement de sa collaboration avec le constructeur chinois BYD, selon AOF. Cet accord porte sur la construction de la deuxième usine européenne de BYD, qui sera implantée en Turquie. Le projet, situé dans la province de Manisa, représente un investissement de 1 milliard de dollars. Cette nouvelle installation devrait permettre la production annuelle de 150 000 véhicules électriques et hybrides, avec une mise en service prévue à la fin de l'année 2026.	5 000
	Concentrix	Van	Dans le cadre de son expansion, Concentrix a annoncé l'extension de ses services de support client en Turquie pour plusieurs entreprises partenaires.	2 250
	CMC	Şanlıurfa	CMC a annoncé l'implantation d'un nouveau centre de services commerciaux à Şanlıurfa, en Turquie. Spécialisée dans le support client et les solutions de centres d'appels, cette installation renforce la présence de l'entreprise dans la région.	2 200

Source : EY European Investment Monitor 2025



Où investissent les entreprises françaises en Europe ?

En 2024, 284 entreprises françaises ont annoncé de nouvelles implantations ou extensions en Europe, notamment au Royaume-Uni (50 projets), en Espagne (43) et en Italie (30). La France est le 4^{ème} pays pourvoyeur d'IDE en Europe, derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni, mais devant la Chine. En 2024, les investissements réalisés par les entreprises françaises sur le Vieux continent ont permis la création de près de 15 000 emplois.

Principaux pays d'accueil des investissements étrangers en provenance de France en Europe en 2024

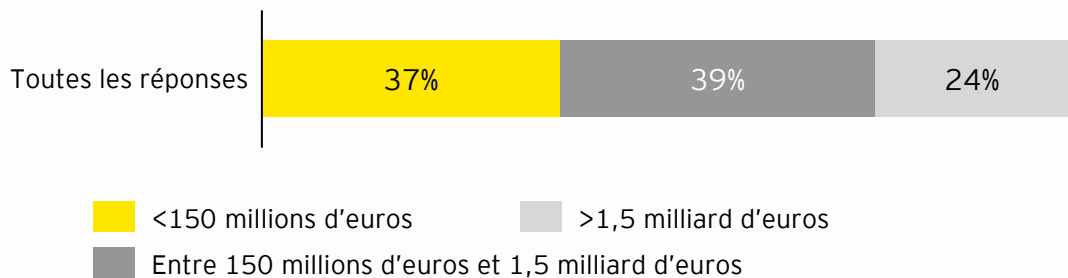
Pays d'accueil	En nb. projets	Evol. vs. 23	En %	En nb. emplois	Evol. vs. 23	En %
Royaume-Uni	50	-2 %	18 %	3 563	+36 %	24 %
Espagne	43	+19 %	15 %	3 943	+161 %	26 %
Italie	30	+15 %	11 %	1 037	-67 %	7 %
Belgique	28	-26 %	10 %	391	-27 %	3 %
Portugal	23	-21 %	8 %	1 712	-71 %	11 %
Turquie	22	+5 %	8 %	685	-80 %	5 %
Allemagne	22	-27 %	8 %	942	+64 %	6 %
Pologne	14	+17 %	5 %	1 403	+132 %	12 %
Suisse	10	+25 %	4 %	60	+757 %	<1 %
Finlande	6	+50 %	2 %	39	-92 %	<1 %
Autres	36	-28 %	11 %	927	-63 %	6 %
Total	284	-7 %	100 %	14 702	-29 %	100 %

Source : EY European Investment Monitor 2025

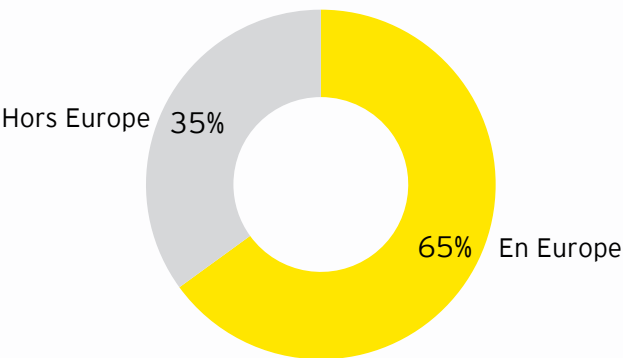


Profil des 200 dirigeants internationaux interrogés entre février et mars 2025

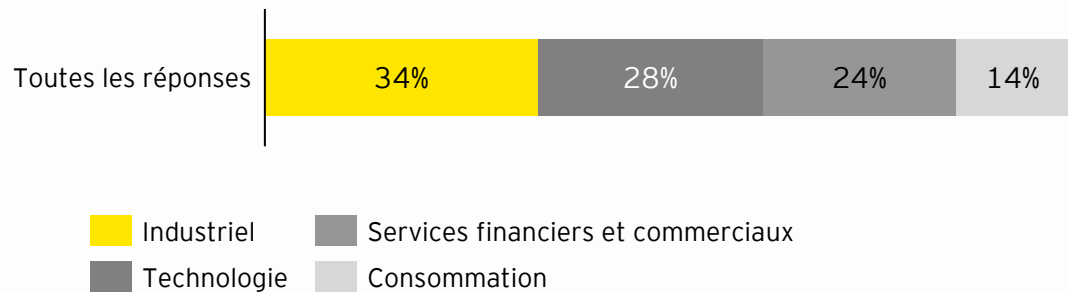
Taille de l'entreprise en chiffre d'affaires



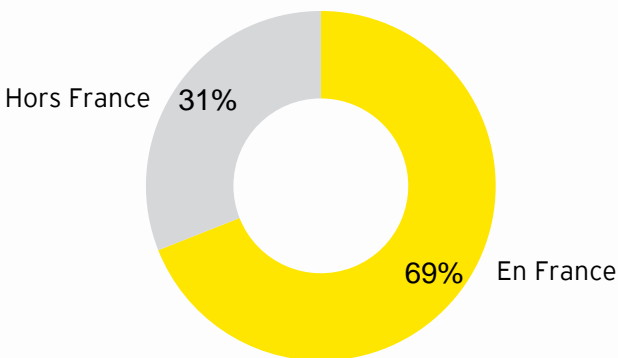
Localisation du siège social de la société mère



Secteur d'activité principal



Opérations établies en France



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février - mars 2025)

Contacts

Marc Lhermitte

Associé - Ernst & Young Advisory
marc.lhermitte@fr.ey.com

Yannick Cabrol

Directeur - Ernst & Young Advisory
yannick.cabrol@fr.ey.com

Clément Visbecq

Consultant Senior - Ernst & Young Advisory
clement.visbecq@fr.ey.com

Arwin Chanemougame

Consultant - Ernst & Young Advisory
arwin.chanemougame@fr.ey.com

EY | Building a better working world

EY s'engage à bâtir un monde meilleur, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients et nos collaborateurs aussi bien que pour la société et la planète dans leur ensemble, tout en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

En s'appuyant sur le traitement des données, l'IA et les nouvelles technologies, les équipes EY contribuent à créer la confiance nécessaire à nos clients pour façonner un futur à l'épreuve des défis les plus pressants d'aujourd'hui et demain.

À travers tout un éventail de services allant de l'audit au consulting en passant par la fiscalité, la stratégie et les transactions, les équipes d'EY sont en mesure de déployer leur expertise dans plus de 150 pays et territoires. Une connaissance approfondie du secteur, un réseau international et pluridisciplinaire ainsi qu'un écosystème de partenaires aussi vaste que diversifié sont autant d'atouts qui permettront à EY de participer à la construction d'un monde plus équilibré.

Façonner l'avenir en toute confiance.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2025 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2501BMC008-06.
SCORE N°2025-040
ED None.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr